

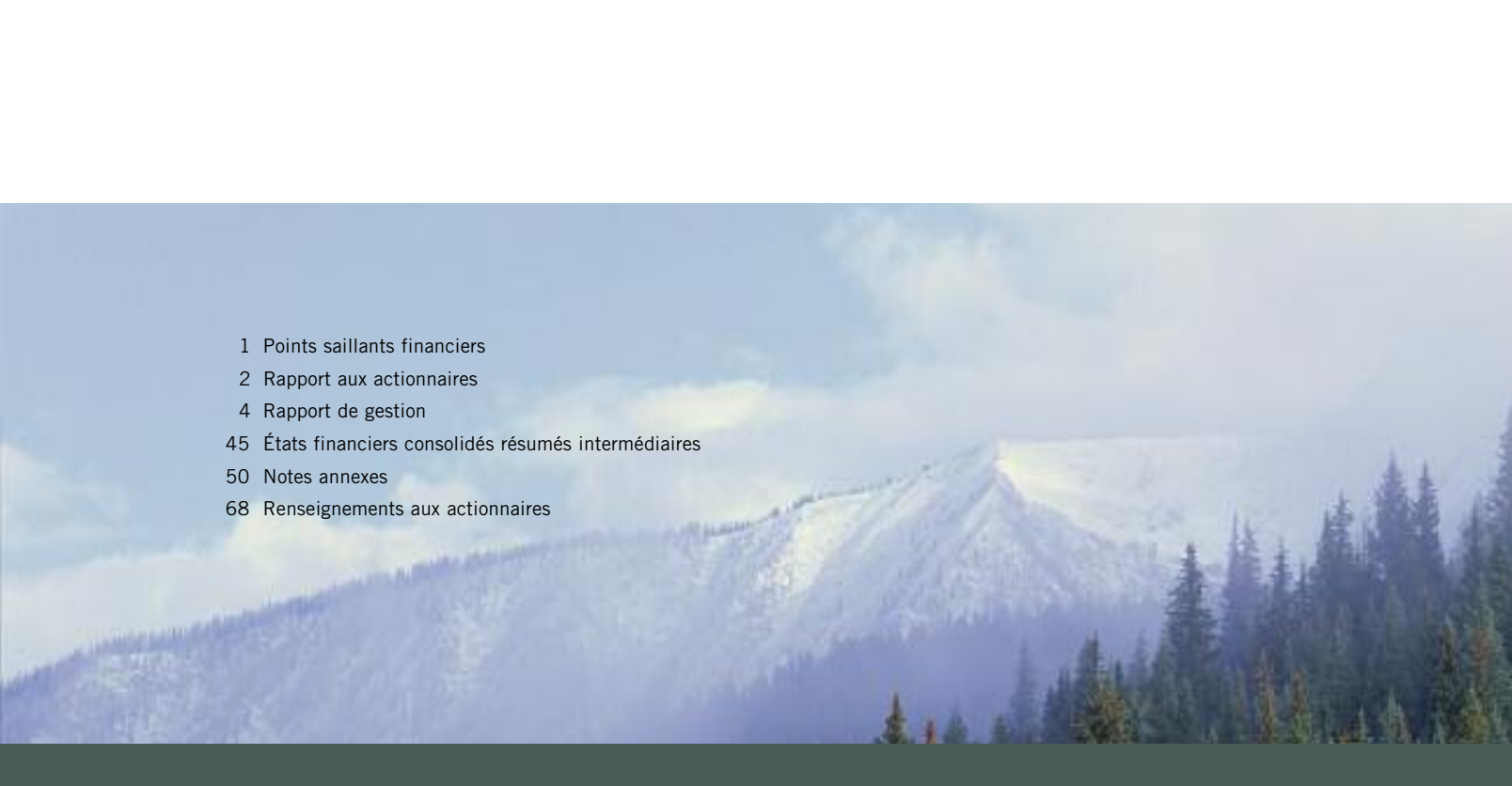


Rapport du premier trimestre

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ  
LE 31 MARS 2011

S O L I D I T É   |   V I S I O N   |   C R O I S S A N C E





1	Points saillants financiers
2	Rapport aux actionnaires
4	Rapport de gestion
45	États financiers consolidés résumés intermédiaires
50	Notes annexes
68	Renseignements aux actionnaires

#### **Avvertissement à l'égard des déclarations prospectives**

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport annuel, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjonction économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement, des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs (y compris l'adoption des Normes internationales d'information financière), des risques opérationnels et liés à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la

capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulés ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

#### **Mesures financières non définies par les IFRS**

Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les IFRS. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), peut être divisé en deux composantes :

- le résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », « résultat opérationnel par action », « rendement opérationnel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres termes semblables, lesquels sont utilisés pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer la performance. Également, le « bénéfice avant intérêts et impôt (BAII) » et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) » sont des mesures financières non définies par les IFRS utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les IFRS avec les mesures prescrites par les IFRS.

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS

Aux et pour les trimestres clos les 31 mars  
(non audité)

	2011	2010	VARIATION (%)	
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b> (en M\$)	<b>211,8 \$</b>	191,8 \$	<b>10,5 %</b>	
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0,81</b>	0,73	<b>11,0</b>	
<b>Rendement des capitaux propres</b>	<b>20,3 %</b>	18,4 %		
<b>Dividendes par action</b>	<b>0,5125</b>	0,5125	–	
<b>Total de l'actif géré<sup>1)</sup> (M\$)</b>	<b>134 081 \$</b>	123 368 \$	<b>8,7 %</b>	
<b>Groupe Investors</b>				
Fonds communs de placement	<b>64 049</b>	59 224	<b>8,1</b>	
<b>Mackenzie</b>				
Fonds communs de placement	44 824	41 331		
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	25 855	23 526		
<b>Total</b>	<b>70 679</b>	64 857	<b>9,0</b>	
<b>Counsel</b>				
Fonds communs de placement	<b>2 834</b>	2 254	<b>25,7</b>	
Pour le trimestre clos le 31 mars 2011	<b>GRUPE INVESTORS</b>	<b>MACKENZIE</b>	<b>COUNSEL</b>	<b>TOTAL<sup>2)</sup></b>
<b>Ventes de fonds communs de placement et ventes institutionnelles</b> (en M\$)				
<b>Ventes brutes</b>	<b>2 046 \$</b>	<b>3 486 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>5 577 \$</b>
<b>Ventes nettes</b>	<b>504</b>	<b>121</b>	<b>73</b>	<b>619</b>

1) Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,5 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,0 G\$ au 31 mars 2010).

2) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 124 M\$ et de 79 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

### RÉSULTATS FINANCIERS

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2011 s'est établi à 211,8 M\$, ou 81 cents par action, comparativement à 191,8 M\$, ou 73 cents par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 11,0 % par action.

Les produits pour le trimestre clos le 31 mars 2011 se sont établis à 720,4 M\$, comparativement à 665,3 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont chiffrées à 433,1 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 400,0 M\$ à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré s'élevait à 134,1 G\$. Il s'agit d'une hausse de 8,7 % par rapport au total de l'actif géré de 123,4 G\$ au 31 mars 2010.

### ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Au 31 mars 2011, le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors se chiffrait à 2 655, en hausse par rapport à 2 641 au 31 décembre 2010. Le nombre de conseillers du Groupe Investors était de 4 586 au 31 mars 2011, ce qui représente une baisse comparativement à 4 686 au 31 décembre 2010.

Les ventes de fonds communs de placement pour le premier trimestre se sont élevées à 2,05 G\$, comparativement à 1,88 G\$ à l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de placement pour le premier trimestre ont totalisé 504 M\$, comparativement à des ventes nettes de 560 M\$ à l'exercice précédent.

Le taux de rachat en glissement sur douze mois (exception faite des fonds du marché monétaire) s'établissait à 8,4 % au 31 mars 2011, comparativement à 7,5 % au 31 mars 2010.

Au 31 mars 2011, l'actif géré des fonds communs de placement s'élevait à 64,0 G\$, comparativement à 59,2 G\$ au 31 mars 2010, ce qui représente une augmentation de 8,1 %.

### ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Le total des ventes pour le premier trimestre de 2011 s'est établi à 3,49 G\$, comparativement à 3,23 G\$ à l'exercice précédent. Les ventes nettes ont totalisé 121 M\$ au premier trimestre, comparativement à des ventes nettes totales de 101 M\$ à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 70,7 G\$, soit une augmentation de 9,0 %, comparativement à 64,9 G\$ au 31 mars 2010. L'actif géré des fonds communs de placement totalisait 44,8 G\$ au 31 mars 2011, comparativement à 41,3 G\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 8,5 %.

#### **ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL**

Au 31 mars 2011, l'actif administré s'établissait à 18,0 G\$, comparativement à 12,6 G\$ au 31 mars 2010. Au 31 mars 2011, l'actif géré des fonds communs de placement de Counsel Portfolio Services Inc. (« Counsel ») se chiffrait à 2,8 G\$, comparativement 2,3 G\$ au 31 mars 2010.

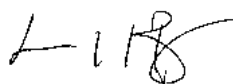
Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au premier trimestre de 2011 se sont établies à 169 M\$, comparativement à 133 M\$ en 2010, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 73 M\$, comparativement à des ventes nettes de 61 M\$ à l'exercice précédent.

#### **DIVIDENDES**

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 51,25 cents par action à l'égard des actions ordinaires de la Société et un dividende de 0,36875 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série B à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société. Le dividende à l'égard des actions ordinaires sera versé le 29 juillet 2011 aux actionnaires inscrits au 30 juin 2011, tandis que le dividende à l'égard des actions privilégiées sera versé le 2 août 2011 aux actionnaires inscrits au 30 juin 2011.

Au nom du conseil d'administration,

*Le coprésident et chef  
de la direction de la  
Société financière IGM Inc.,*



Murray J. Taylor

*Le 6 mai 2011*

*Le coprésident et chef  
de la direction de la  
Société financière IGM Inc.,*



Charles R. Sims



# Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc., déposé sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date est daté du 6 mai 2011.

## Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 1 des états financiers intermédiaires).

Les états financiers consolidés annuels les plus récents de la Société ont été préparés en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada (le « référentiel comptable antérieur »). Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, afin de se conformer aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes comptables et d'évaluation qui étaient auparavant employées dans la préparation des états financiers selon le référentiel comptable antérieur. Les données correspondantes pour 2010 ont été retraitées afin de refléter ces différences. Se reporter à la section intitulée « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent rapport de gestion pour plus de renseignements.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que sur les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la

prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs (y compris l'adoption des Normes internationales d'information financière), des risques

opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# Société financière IGM Inc.

## Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré se chiffrait à 134,1 G\$, comparativement à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010 et à 123,4 G\$ au 31 mars 2010, ce qui constitue des hausses de 3,6 % et de 8,7 %, respectivement.

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le premier trimestre clos le 31 mars 2011 s'est établi à 211,8 M\$, ou 81 cents par action, comparativement à 191,8 M\$, ou 73 cents par action pour le premier trimestre de 2010. Il s'agit d'une augmentation de 11,0 % par action.

Les capitaux propres, chiffrés à 4,3 G\$ au 31 mars 2011, sont demeurés inchangés par rapport au 31 décembre 2010. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2011 s'est chiffré à 20,3 %, comparativement à 18,4 % en 2010. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2011 est resté au même niveau qu'au quatrième trimestre de 2010, soit 51,25 cents.

### MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- les résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats opérationnels dilués par action et le rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2011		31 DÉCEMBRE 2010		31 MARS 2010	
	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT PAR ACTION	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT PAR ACTION	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT PAR ACTION
<b>Résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires – Mesure non définie par les IFRS</b>	211,8 \$	0,81 \$	212,0 \$	0,81 \$	191,8 \$	0,73 \$
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt <sup>(1)</sup>	–	–	(21,9)	(0,08)	–	–
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>211,8 \$</b>	<b>0,81 \$</b>	<b>190,1 \$</b>	<b>0,73 \$</b>	<b>191,8 \$</b>	<b>0,73 \$</b>
<b>BAIIA – Mesure non définie par les IFRS</b>	398,6 \$		404,2 \$		375,6 \$	
Amortissement des commissions	(72,5)		(71,5)		(74,7)	
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles et autres	(8,4)		(8,6)		(8,2)	
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(30,4)		(28,7)		(27,4)	
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS <sup>(1)</sup>	–		(29,3)		–	
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>287,3</b>		<b>266,1</b>		<b>265,3</b>	
Impôt sur le résultat	(73,3)		(73,8)		(70,0)	
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)		(2,2)		(3,5)	
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>211,8 \$</b>		<b>190,1 \$</b>		<b>191,8 \$</b>	

(1) Représentent les charges non récurrentes de 29,3 M\$ (21,9 M\$ après impôt) liées à certains avantages du personnel entièrement acquis, ainsi que les coûts liés à la restructuration et les coûts de transaction découlant de l'acquisition du Groupe financier Partenaires en planification Ltée par Investment Planning Counsel au quatrième trimestre de 2010.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
PREMIER TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	403,3 \$	367,9 \$	222,8 \$	208,5 \$	48,5 \$	34,7 \$	674,6 \$	611,1 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	21,5	25,1	4,5	3,4	19,8	25,7	45,8	54,2
	424,8	393,0	227,3	211,9	68,3	60,4	720,4	665,3
<b>Charges</b>								
Commissions	124,2	115,8	75,8	74,4	33,6	23,5	233,6	213,7
Frais autres que les commissions	85,8	81,4	71,7	69,2	11,7	8,4	169,2	159,0
	210,0	197,2	147,5	143,6	45,3	31,9	402,8	372,7
<b>Résultat avant intérêts et impôt</b>	214,8 \$	195,8 \$	79,8 \$	68,3 \$	23,0 \$	28,5 \$	317,6	292,6
Charges d'intérêts							(30,3)	(27,3)
Résultat avant impôt sur le résultat							287,3	265,3
Impôt sur le résultat							73,3	70,0
<b>Résultat net</b>							214,0	195,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	3,5
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							211,8 \$	191,8 \$

Le bénéfice avant intérêts et impôt (le « BAI ») et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (le « BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les IFRS. Le BAI et le BAIIA sont des mesures de rechange du rendement utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Se reporter aux rapprochements pertinents de ces mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 et 3.

## SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors;
- Mackenzie;
- les Activités internes et autres.

La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du BAI, comme il est indiqué aux tableaux 2 et 3. Les résultats opérationnels par secteur sont présentés de façon distincte dans les sections intitulées « Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2 et 3 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 4.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. Toute modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.



TABLEAU 3 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
PREMIER TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS	31 DÉCEMBRE	31 MARS	31 DÉCEMBRE	31 MARS	31 DÉCEMBRE	31 MARS	31 DÉCEMBRE
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	403,3 \$	393,5 \$	222,8 \$	218,3 \$	48,5 \$	41,7 \$	674,6 \$	653,5 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	21,5	25,3	4,5	4,2	19,8	22,9	45,8	52,4
	424,8	418,8	227,3	222,5	68,3	64,6	720,4	705,9
<b>Charges</b>								
Commissions	124,2	120,3	75,8	72,9	33,6	28,2	233,6	221,4
Frais autres que les commissions	85,8	80,0	71,7	68,0	11,7	12,4	169,2	160,4
	210,0	200,3	147,5	140,9	45,3	40,6	402,8	381,8
<b>Résultat avant intérêts et impôt</b>	214,8 \$	218,5 \$	79,8 \$	81,6 \$	23,0 \$	24,0 \$	317,6	324,1
Charges d'intérêts							(30,3)	(28,7)
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS							–	(29,3)
Résultat avant impôt sur le résultat							287,3	266,1
Impôt sur le résultat							73,3	73,8
<b>Résultat net</b>							214,0	192,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							211,8 \$	190,1 \$
<b>Résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1)</sup></b>							211,8 \$	212,0 \$

1) Se reporter au tableau 1 pour une description des autres éléments ayant servi au calcul de la mesure non définie par les IFRS.

TABLEAU 4 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

Trimestres clos les	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
<b>Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi</b>	28,16 %	30,05 %	30,06 %
Incidence des éléments suivants :			
Produits tirés des dividendes	(0,01)	(0,02)	(0,17)
Profits et pertes en capital, montant net	–	–	(0,34)
Quote-part du résultat de la société affiliée	(1,67)	(2,10)	(1,96)
Consolidation de la perte <sup>1)</sup>	(1,14)	–	–
Autres éléments <sup>2)</sup>	0,16	(0,22)	(1,18)
<b>Taux d'imposition effectif</b>	25,50 %	27,71 %	26,41 %

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

2) Les données pour le trimestre clos le 31 décembre 2010 comprennent l'incidence des éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS.

TABLEAU 5 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES <sup>1)</sup>	
	31 MARS 2011	31 MARS 2010	31 MARS 2011	31 MARS 2010	31 MARS 2011	31 MARS 2010	31 MARS 2011	31 MARS 2010
	<b>Fonds communs de placement</b>							
Ventes brutes – marché monétaire	212,6 \$	186,7 \$	156,0 \$	153,3 \$	19,4 \$	13,4 \$	388,0 \$	353,4 \$
Ventes brutes – à long terme	1 833,3	1 693,5	1 805,9	1 433,3	149,4	119,4	3 788,2	3 246,2
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 045,9 \$	1 880,2 \$	1 961,9 \$	1 586,6 \$	168,8 \$	132,8 \$	4 176,2 \$	3 599,6 \$
Ventes nettes – marché monétaire	30,7 \$	(5,0) \$	(35,8) \$	(165,8) \$	15,0 \$	7,4 \$	9,9 \$	(163,4) \$
Ventes nettes – à long terme	473,3	565,5	(7,4)	(182,0)	58,4	53,8	523,9	437,3
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	504,0 \$	560,5 \$	(43,2) \$	(347,8) \$	73,4 \$	61,2 \$	533,8 \$	273,9 \$
<b>Comptes gérés à titre de sous- conseiller, institutionnels et autres comptes</b>								
Ventes brutes	– \$	– \$	1 524,3 \$	1 640,9 \$	– \$	– \$	1 400,0 \$	1 519,7 \$
Ventes nettes	–	–	163,9	448,7	–	–	85,2	385,6
<b>Données combinées</b>								
Ventes brutes	2 045,9 \$	1 880,2 \$	3 486,2 \$	3 227,5 \$	168,8 \$	132,8 \$	5 576,2 \$	5 119,3 \$
Ventes nettes	504,0	560,5	120,7	100,9	73,4	61,2	619,0	659,5
<b>Variation du total de l'actif géré</b>								
Ventes nettes	504,0 \$	560,5 \$	120,7 \$	100,9 \$	73,4 \$	61,2 \$	619,0 \$	659,5 \$
Rendement du marché et produits	1 759,3	1 008,1	2 211,9	1 176,9	72,1	53,4	3 977,6	2 162,9
Variation nette de l'actif	2 263,3	1 568,6	2 332,6	1 277,8	145,5	114,6	4 596,6	2 822,4
Actif au début	61 785,3	57 655,0	68 346,3	63 579,4	2 688,1	2 139,6	129 483,5	120 545,2
<b>Actif à la fin</b>	<b>64 048,6 \$</b>	<b>59 223,6 \$</b>	<b>70 678,9 \$</b>	<b>64 857,2 \$</b>	<b>2 833,6 \$</b>	<b>2 254,2 \$</b>	<b>134 080,1 \$</b>	<b>123 367,6 \$</b>

1) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 124 M\$ et de 79 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (121 M\$ et 63 M\$ en 2010).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,5 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,0 G\$ au 31 mars 2010).

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société émises le 8 décembre 2009. Les dividendes déclarés au premier trimestre de 2010 étaient constitués du dividende initial de 0,57788 \$ l'action, ou 3,5 M\$, et concernaient la période allant du 8 décembre 2009 au 30 avril 2010.

## SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 134,1 G\$ au 31 mars 2011, comparativement à 123,4 G\$ au 31 mars 2010.

Le tableau 5 présente les variations de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les sections intitulées « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 6 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	IFRS					RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	2011	2010	2010	2010	2010	2009	2009	2009
<b>Comptes consolidés de résultat (en M\$)</b>								
Produits								
Honoraires de gestion	492,1	\$ 479,0	\$ 452,5	\$ 455,5	\$ 449,7	\$ 449,7	\$ 432,1	\$ 399,4
Honoraires d'administration	92,8	90,8	87,8	89,2	88,5	88,3	88,6	86,9
Honoraires de distribution	89,7	83,7	69,1	71,9	72,9	70,7	62,0	62,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	45,8	52,4	41,2	20,1	54,2	28,9	43,8	43,0
	720,4	705,9	650,6	636,7	665,3	637,6	626,5	591,6
Charges								
Commissions	233,6	221,4	207,3	212,0	213,7	213,5	205,3	197,3
Frais autres que les commissions	169,2	160,4	157,9	159,0	159,0	148,7	148,7	158,3
Charges d'intérêts	30,3	28,7	27,8	27,6	27,3	33,2	33,0	32,4
	433,1	410,5	393,0	398,6	400,0	395,4	387,0	388,0
	287,3	295,4	257,6	238,1	265,3	242,2	239,5	203,6
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS								
	-	(29,3)	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée								
	-	-	(8,2)	-	-	-	-	-
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente								
	-	-	-	-	-	(76,5)	-	-
Prime versée au rachat des actions privilégiées								
	-	-	-	-	-	(14,4)	-	-
Résultat avant impôt sur le résultat	287,3	266,1	249,4	238,1	265,3	151,3	239,5	203,6
Impôt sur le résultat	73,3	73,8	73,0	57,6	70,0	37,6	72,1	59,1
Résultat net	214,0	192,3	176,4	180,5	195,3	113,7	167,4	144,5
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles								
	2,2	2,2	2,2	2,2	3,5	-	-	-
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	211,8	\$ 190,1	\$ 174,2	\$ 178,3	\$ 191,8	\$ 113,7	\$ 167,4	\$ 144,5
<b>Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et non définies par les PCGR du Canada<sup>1)</sup> (en M\$)</b>								
Résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires – Mesure non définie par les IFRS ou non définie par les PCGR du Canada								
	211,8	\$ 212,0	\$ 182,4	\$ 178,3	\$ 191,8	\$ 176,5	\$ 167,4	\$ 144,5
Autres éléments :								
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt								
	-	(21,9)	-	-	-	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée								
	-	-	(8,2)	-	-	-	-	-
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, déduction faite de l'impôt								
	-	-	-	-	-	(66,2)	-	-
Économie d'impôt hors trésorerie								
	-	-	-	-	-	17,8	-	-
Prime versée au rachat des actions privilégiées								
	-	-	-	-	-	(14,4)	-	-
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS ou référentiel comptable antérieur	211,8	\$ 190,1	\$ 174,2	\$ 178,3	\$ 191,8	\$ 113,7	\$ 167,4	\$ 144,5
<b>Résultat par action (€)</b>								
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires								
- De base	82	73	67	68	73	43	63	55
- Dilué	81	73	66	68	73	43	63	55
Résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>1)</sup>								
- De base	82	81	70	68	73	67	63	55
- Dilué	81	81	69	68	73	67	63	55
<b>Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)</b>								
	110,0	\$ 105,0	\$ 99,4	\$ 100,5	\$ 100,4	\$ 98,6	\$ 94,4	\$ 88,2
<b>Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)</b>								
	111,7	\$ 107,9	\$ 102,3	\$ 96,5	\$ 102,8	\$ 100,4	\$ 98,4	\$ 91,6
<b>Total de l'actif géré (en G\$)</b>								
	134,1	\$ 129,5	\$ 122,7	\$ 115,7	\$ 123,4	\$ 120,5	\$ 117,9	\$ 109,6

1) Quatrième trimestre de 2010 – Se reporter au tableau 1 pour une description des autres éléments ayant servi au calcul de la mesure non définie par les IFRS.

Se reporter à la section Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS ou non définies par les PCGR du Canada pour les autres périodes.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 6 comprend les éléments suivants :

- Les résultats des cinq derniers trimestres en vertu des IFRS et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du résultat net conformément aux IFRS.
- Les résultats des trois trimestres de 2009 en vertu du référentiel comptable antérieur et le rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR du Canada et du résultat net conformément au référentiel comptable antérieur.

Les résultats opérationnels trimestriels attribuables aux actionnaires ordinaires dépendent principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. L'amélioration de la conjoncture à partir du deuxième trimestre de 2009 a donné lieu à une augmentation des niveaux de la moyenne quotidienne de l'actif géré à chacun des trimestres de 2009. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est demeurée relativement stable pour chacun des trois premiers trimestres de 2010 et a augmenté au quatrième trimestre de 2010 et au premier trimestre de 2011, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture pendant ces trimestres, comme l'illustre le tableau 6.

# Groupe Investors

## Revue des activités

### STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

1. L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
2. L'importance accordée à la prestation de conseils et de services de planification financière ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
3. La communication active avec nos conseillers et, principalement par leur entremise, avec nos clients durant tous les cycles économiques.
4. La nécessité d'enrichir et de diversifier l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors alors que nous continuons à établir et à entretenir des relations durables avec la clientèle.
5. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, le contrôle des dépenses et l'accroissement de l'efficacité.

### RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau

national de distribution, composé de conseillers rattachés à 101 bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Au 31 mars 2011, le Groupe Investors comptait 4 586 conseillers, comparativement à 4 686 à la fin de 2010 et à 4 637 un an auparavant. Le nombre de conseillers dont le contrat a pris fin au premier trimestre de 2011 correspond aux périodes précédentes. Au début de 2011, le Groupe Investors a apporté des améliorations à ses pratiques de sélection et de recrutement, qui profiteront à la croissance future du réseau de conseillers. Ce changement a toutefois donné lieu à une réduction à court terme du nombre de conseillers nommés.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience se chiffre à 2 655, comparativement à 2 641 à la fin de 2010 et à 2 604 à l'exercice précédent.

### COMMUNICATIONS AVEC LES CONSEILLERS ET LES CLIENTS

Compte tenu de la forte volatilité des marchés au cours des dernières années, les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté de façon considérable. Nos conseillers, à leur tour, ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande appréciation de la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

### ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	VARIATION (%)		
			31 MARS 2010	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
Ventes	2 045,9 \$	1 386,6 \$	1 880,2 \$	47,5 %	8,8 %
Rachats	1 541,9	1 424,5	1 319,7	8,2	16,8
<b>Ventes nettes (rachats nets)</b>	504,0	(37,9)	560,5	n.s.	(10,1)
Rendement du marché et produits	1 759,3	2 985,5	1 008,1	(41,1)	74,5
Variation de l'actif, montant net	2 263,3	2 947,6	1 568,6	(23,2)	44,3
Actif au début	61 785,3	58 837,7	57 655,0	5,0	7,2
<b>Actif à la fin</b>	64 048,6 \$	61 785,3 \$	59 223,6 \$	3,7 %	8,1 %
<b>Actif quotidien moyen</b>	63 005,6 \$	60 236,0 \$	57 742,9 \$	4,6 %	9,1 %

L'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 7.

Au 31 mars 2011, 64 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient cotés trois étoiles ou mieux par le service de cotation de fonds Morningstar<sup>+</sup> et 26 % étaient cotés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>+</sup>, les proportions étaient de 65 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 30 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2011. La Cote Morningstar<sup>+</sup> est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens. Le 7 février 2011, le Groupe Investors a lancé un nouveau mandat à revenu fixe, le Portefeuille Flex à revenu fixe Investors. Le Groupe Investors a également annoncé un nouveau mandat à revenu fixe, le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, qui devrait être disponible au début de mai 2011.

#### **Résultats du premier trimestre de 2011 comparativement à ceux du premier trimestre de 2010**

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 64,0 G\$ au 31 mars 2011, soit une hausse de 8,1 % comparativement à 59,2 G\$ au 31 mars 2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 63,0 G\$ au premier trimestre de 2011, en hausse de 9,1 % comparativement à 57,7 G\$ au premier trimestre de 2010.

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,0 G\$, soit une hausse de 8,8 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,5 G\$, comparativement à 1,3 G\$ en 2010. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,4 % au 31 mars 2011, comparativement à 7,5 % au 31 mars 2010, et demeure bien plus faible que le taux de rachat moyen correspondant, qui était d'environ 16,4 % pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 mars 2011. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 504 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à des ventes nettes de 560 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à

long terme se sont établies à 1,8 G\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 1,7 G\$ en 2010, soit une hausse de 8,3 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 473 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à des ventes nettes de 565 M\$ en 2010. Au cours du premier trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 1,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 1,0 G\$ au premier trimestre de 2010.

#### **Résultats du premier trimestre de 2011 comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2010**

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 64,0 G\$ au 31 mars 2011, soit une hausse de 3,7 % comparativement à 61,8 G\$ au 31 décembre 2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 63,0 G\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 60,2 G\$ au quatrième trimestre de 2010.

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,0 G\$, soit une hausse de 47,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,5 G\$ pour le même trimestre, en hausse de 8,2 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 504 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 38 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,8 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,2 G\$ au trimestre précédent, soit une hausse de 51,3 %. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 473 M\$, comparativement à des rachats nets de 22 M\$ au trimestre précédent.

## **AUTRES PRODUITS ET SERVICES**

### **Fonds distincts**

La gamme de fonds distincts de la Great-West, appelés fonds de placement garanti, comprend 14 fonds de fonds distincts et 6 fonds distincts. Ces fonds offrent un éventail élargi de garanties en cas de décès et à l'échéance et certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 mars 2011, le total de l'actif des fonds distincts s'établissait à 958 M\$, comparativement à 633 M\$ en 2010.



## Assurance

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 14,9 M\$ comparativement à 13,1 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 14,0 %.

## Opérations sur titres

Le Groupe Investors fournit à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Au 31 mars 2011, le total de l'actif administré se chiffrait à 6,4 G\$, comparativement à 5,7 G\$ en 2010.

## Prêts hypothécaires

Les clients qui cherchent des prêts hypothécaires résidentiels sont dirigés vers les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors qui montent les prêts hypothécaires dans des marchés résidentiels clés. Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 330 M\$, comparativement à 285 M\$ en 2010. Au 31 mars 2011, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors totalisaient 5,8 G\$, comparativement à 5,7 G\$ au 31 décembre 2010.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors ont reçu l'approbation de la SCHL à titre

d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

## Solutions Bancaires<sup>†</sup>

Solutions Bancaires<sup>†</sup> du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires<sup>†</sup> s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à nos clients par l'intermédiaire d'une vaste plate-forme de planification financière.

## Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

## Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 8.

### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010

#### Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires<sup>†</sup> et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les produits tirés des honoraires de gestion se sont chiffrés à 297,7 M\$ au premier trimestre de 2011, en hausse de 26,0 M\$, ou 9,6 %, par rapport à 271,7 M\$ en 2010, principalement en raison de l'augmentation de 9,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 7. Les honoraires de gestion représentaient 192 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 191 points de base en 2010. Par ailleurs,

TABLEAU 8 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	297,7 \$	290,2 \$	271,7 \$	2,6 %	9,6 %
Honoraires d'administration	57,9	56,0	54,4	3,4	6,4
Honoraires de distribution	47,7	47,3	41,8	0,8	14,1
	403,3	393,5	367,9	2,5	9,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	21,5	25,3	25,1	(15,0)	(14,3)
	424,8	418,8	393,0	1,4	8,1
<b>Charges</b>					
Commissions	68,0	66,8	64,7	1,8	5,1
Primes de rétention de l'actif	56,2	53,5	51,1	5,0	10,0
Frais autres que les commissions	85,8	80,0	81,4	7,3	5,4
	210,0	200,3	197,2	4,8	6,5
<b>Résultat avant intérêts et impôt</b>	214,8 \$	218,5 \$	195,8 \$	(1,7)%	9,7 %

le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour les deux trimestres considérés. Ces renoncements ont totalisé 1,0 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 2,1 M\$ à l'exercice précédent.

Les produits tirés des honoraires d'administration ont totalisé 57,9 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 54,4 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 6,4 %. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation de 9,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement, contrebalancée par l'incidence de la diminution du taux fixe des frais d'administration payés par certains fonds communs de placement en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires<sup>1</sup>, en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 47,7 M\$ pour le premier trimestre de 2011, en hausse de 5,9 M\$ par rapport à 41,8 M\$ en 2010. Les produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires et d'assurance et aux services liés aux valeurs mobilières ont augmenté au cours du premier trimestre de 2011 par rapport à 2010. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 1,8 M\$ pour atteindre 13,7 M\$ au premier trimestre de 2011 comparativement à 2010. Les produits tirés des frais de rachat peuvent varier en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

#### Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, ainsi que les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire. Le Groupe Investors comptabilise les produits tirés des placements nets à titre d'écart entre les produits tirés de placements et les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 21,5 M\$ au premier trimestre de 2011, en baisse de 3,6 M\$ comparativement à 25,1 M\$ en 2010. La diminution des produits tirés des placements nets est principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors. Le tableau 9 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre clos le

TABLEAU 9 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES

(en M\$)	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
(Aux)					
<b>Prêts hypothécaires gérés</b>	5 808 \$	5 741 \$	5 433 \$	1,2 %	6,9 %
<b>Prêts hypothécaires détenus temporairement<sup>1)</sup></b>	289 \$	187 \$	234 \$	54,5 %	23,5 %
(Trimestres clos les)					
<b>Moyenne des prêts hypothécaires gérés</b>					
TH LNH et Programme OHC	2 113 \$	2 008 \$	1 495 \$	5,2 %	41,3 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 281	1 345	1 727	(4,8)	(25,8)
Titrisations	3 394	3 353	3 222	1,2	5,3
Autres	2 367	2 354	2 168	0,6	9,2
	5 761 \$	5 707 \$	5 390 \$	0,9 %	6,9 %
<b>Prêts hypothécaires montés<sup>2)</sup></b>	330 \$	253 \$	285 \$	30,4 %	15,8 %
<b>Ventes de prêts hypothécaires<sup>3)</sup> aux parties suivantes :</b>					
Titrisations	291 \$	305 \$	204 \$	(4,6)%	42,6 %
Autres <sup>4)</sup>	198	233	233	(15,0)	(15,0)
	489 \$	538 \$	437 \$	(9,1)%	11,9 %
<b>Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires</b>					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	36,7 \$	38,3 \$	36,4 \$	(4,2)%	0,8 %
Charges d'intérêts	(20,4)	(20,0)	(15,3)	(2,0)	(33,3)
Produits d'intérêts nets	16,3	18,3	21,1	(10,9)	(22,7)
Profit sur ventes <sup>4)</sup>	3,3	6,6	5,5	(50,0)	(40,0)
Valeur de marché et autres produits	1,5	1,6	(1,1)	(6,3)	236,4
	21,1 \$	26,5 \$	25,5 \$	(20,4)%	(17,3)%

1) Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2) Excluent les renouvellements et les refinancements.

3) Représentent les montants en capital vendus.

4) Représentent les ventes et les profits sur ventes liés aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors.

31 mars 2011 comparativement aux trimestres clos le 31 mars 2010 et le 31 décembre 2010.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont reculé de 4,3 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2011 par rapport à 2010, principalement en raison de la baisse des produits d'intérêts nets sur les prêts titrisés, qui ont diminué de 4,8 M\$. L'augmentation du rendement du papier commercial adossé à des actifs au cours du trimestre a donné lieu à une diminution de la marge nette de produits d'intérêts, qui représente une tranche de 2,1 M\$ de la diminution. La tranche restante de la diminution est attribuable à la réduction de la proportion de prêts titrisés contenue dans les programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques, puisque la marge nette de produits sur ces prêts est actuellement plus élevée que celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada.

La Société couvre le risque de taux d'intérêt lié au financement des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de papier commercial adossé à des actifs en concluant des swaps de taux d'intérêt de compensation afin de recevoir des taux variables et de payer des taux fixes. Ces couvertures sont comptabilisées à la juste valeur dans le bilan et les variations de la juste valeur sont constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les variations de la juste valeur associées à ces couvertures n'ont pas été significatives au cours des trimestres considérés.

### Charges

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. La comptabilisation de charges au titre des commissions de vente différées classées dans les immobilisations incorporelles en vertu des IFRS subit l'incidence de deux facteurs : l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. Au premier trimestre de 2011, les commissions ont augmenté de 3,3 M\$ pour s'établir à 68,0 M\$, comparativement à 64,7 M\$ en 2010, en raison de l'augmentation du volume de fonds communs de placement et d'autres produits et services financiers distribués.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif sont versées mensuellement, et leur calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré. La charge liée aux primes de rétention de l'actif a augmenté de 4,6 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, pour s'établir à 47,8 M\$, comparativement à 2010. Ces augmentations découlent principalement de la variation de l'actif géré moyen.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont versées annuellement, sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers et sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 0,5 M\$ pour s'établir à 8,4 M\$ comparativement à 2010.

Les frais autres que les commissions engagés par le Groupe Investors sont principalement liés au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 85,8 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 81,4 M\$ en 2010, ce qui représente une augmentation de 4,4 M\$, ou 5,4 %.

## RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

### Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 7,5 M\$, ou 2,6 %, pour s'établir à 297,7 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement au quatrième trimestre de 2010. Le premier trimestre de 2011 comptait deux jours civils de moins que le quatrième trimestre de 2010, ce qui a entraîné une baisse de 6,3 M\$ des produits tirés des honoraires au cours du trimestre considéré. Exception faite de l'incidence du nombre réduit de jours civils du trimestre considéré, les produits tirés des honoraires de gestion correspondent à l'augmentation de 4,6 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 7. Les produits tirés des frais de gestion représentaient 192 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 191 points de base au trimestre précédent. Les renonciations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 1,0 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 1,2 M\$ au trimestre précédent.

Les produits tirés des frais d'administration ont augmenté pour s'établir à 57,9 M\$ au premier trimestre de 2011,

comparativement à 56,0 M\$ au quatrième trimestre de 2010, conformément à la variation de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 47,7 M\$ au premier trimestre de 2011, en hausse de 0,4 M\$ par rapport à 47,3 M\$ au quatrième trimestre. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 2,1 M\$ des produits tirés des frais de rachat, contrebalancée en partie par une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance.

#### **Produits tirés des placements nets et autres produits**

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 21,5 M\$ au premier trimestre de 2011, en baisse de 3,8 M\$ par rapport à 25,3 M\$ au trimestre précédent. La diminution des produits tirés des placements nets est principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors, qui ont reculé de 5,4 M\$ au cours du trimestre. Les profits sur les ventes au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et aux investisseurs institutionnels ont diminué de 3,3 M\$, principalement en raison de la réduction des marges au cours du trimestre. La diminution de 2,0 M\$ des produits d'intérêts nets sur les prêts titrisés tient principalement à la réduction de la proportion de prêts titrisés contenue dans

les programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques, puisque la marge nette de produits d'intérêts sur ces prêts est actuellement plus élevée que celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada.

#### **Charges**

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 68,0 M\$, comparativement à 66,8 M\$ au trimestre précédent, principalement en raison des augmentations des commissions se rapportant aux fonds communs de placement et aux autres produits et services financiers.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont augmenté de 2,7 M\$ pour s'établir à 56,2 M\$ au premier trimestre de 2011 en raison de l'augmentation de l'actif des fonds communs de placement.

Les frais autres que les commissions ont augmenté de 5,8 M\$ pour s'établir à 85,8 M\$ au premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre, principalement en raison du caractère saisonnier des charges liées au soutien du réseau de conseillers et à l'exploitation des fonds communs de placement, ainsi que des augmentations des frais des sous-conseillers liées à la hausse des fonds communs de placement gérés par des sous-conseillers.

# Mackenzie

## Revue des activités

### STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent. La démarche d'entreprise de Mackenzie suit les tendances et les pratiques actuelles du secteur des services financiers à l'échelle mondiale et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

1. L'atteinte de résultats de placements à long terme constants.
2. L'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs.
3. L'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution.
4. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et au service à la clientèle.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution externes qui offrent des conseils financiers aux investisseurs. Cette démarche est particulièrement pertinente dans la conjoncture actuelle puisque les investisseurs recherchent quelqu'un qui les aidera à préparer leurs plans financiers. Nous sommes convaincus du bien-fondé d'un partenariat avec le réseau de services-conseils pour l'avenir.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques, les comptes gérés à titre de sous-conseiller, la gestion d'actifs privée et le marché institutionnel. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles grâce à ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite, au moyen d'efforts de vente directe et en obtenant des mandats additionnels auprès de ses clients existants.

Mackenzie fait face à une solide concurrence de la part d'autres sociétés de gestion d'actifs, de banques, de compagnies d'assurances et d'autres institutions financières qui offrent leurs produits et leurs services à la clientèle visée par Mackenzie. Mackenzie continue de jouir d'une position enviable grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits

offerts à des prix concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde au service à la clientèle en vue de poursuivre l'établissement et le renforcement de ses relations de distribution.

### ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 10.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les facteurs suivants : 1) l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements; 2) le volume des ventes par rapport au volume des rachats; 3) les acquisitions. L'actif géré est exposé au risque de volatilité des actifs résultant des fluctuations sur les marchés financiers et boursiers à l'échelle mondiale.

Le rendement de placement à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2011, 42 %, 57 % et 65 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la cote attribuée par le service de cotation de fonds Morningstar<sup>†</sup>. Au 31 mars 2011, 81 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar<sup>†</sup> était coté trois étoiles ou mieux et 44 % était coté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>†</sup>, les proportions étaient de 82 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 43 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2011.

La gamme diversifiée de produits de placements de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Au cours du trimestre considéré, Mackenzie a continué d'ajuster sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Les initiatives entreprises au cours du trimestre relativement aux produits comprennent ce qui suit :

- Le 24 février, Mackenzie a annoncé qu'à compter du 31 mars 2011, le Fonds Mackenzie Focus et la Catégorie Mackenzie Focus seraient gérés par cinq équipes de gestion de portefeuille plutôt que six. Chaque équipe de gestion de portefeuille choisit environ dix titres dans son domaine de spécialité et sa région géographique afin de constituer un portefeuille diversifié.
- Le 3 mars, Mackenzie a annoncé qu'elle proposait le transfert des placements des investisseurs de ses programmes de répartition stratégique de l'actif STAR et Keystone et des Fonds Portefeuilles Keystone à son programme Symétrie. Ces initiatives visent à faire passer



TABLEAU 10 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	VARIATION (%)				
	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
Ventes	3 486,2 \$	3 132,5 \$	3 227,5 \$	11,3 %	8,0 %
Rachats	3 365,5	3 399,6	3 126,6	(1,0)	7,6
<b>Ventes nettes (rachats nets)</b>	120,7	(267,1)	100,9	n.s.	19,6
Rendement du marché et produits	2 211,9	4 080,4	1 176,9	(45,8)	87,9
Variation de l'actif, montant net	2 332,6	3 813,3	1 277,8	(38,8)	82,5
Actif au début	68 346,3	64 533,0	63 579,4	5,9	7,5
<b>Actif à la fin</b>	<b>70 678,9 \$</b>	<b>68 346,3 \$</b>	<b>64 857,2 \$</b>	<b>3,4 %</b>	<b>9,0 %</b>
<b>Composé des éléments suivants :</b>					
Fonds communs de placement	44 824,2 \$	43 452,2 \$	41 331,2 \$	3,2 %	8,5 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	25 854,7	24 894,1	23 526,0	3,9	9,9
	70 678,9 \$	68 346,3 \$	64 857,2 \$	3,4 %	9,0 %
<b>Actif quotidien moyen des fonds communs de placement</b>	<b>44 219,0 \$</b>	<b>42 197,7 \$</b>	<b>40 533,2 \$</b>	<b>4,8 %</b>	<b>9,1 %</b>
<b>Total de l'actif moyen mensuel<sup>1)</sup></b>	<b>69 546,5 \$</b>	<b>66 355,3 \$</b>	<b>63 600,4 \$</b>	<b>4,8 %</b>	<b>9,3 %</b>

1) En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

les clients actuels des programmes de répartition de l'actif de Mackenzie aux fonds Symétrie Un et à regrouper les produits et services de répartition de l'actif de Mackenzie en un seul produit.

### Résultats du premier trimestre de 2011 comparativement à ceux du premier trimestre de 2010

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 70,7 G\$, soit une hausse de 9,0 %, comparativement à 64,9 G\$ au 31 mars 2010. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 44,8 G\$ au 31 mars 2011, soit une hausse de 8,5 %, comparativement à 41,3 G\$ au 31 mars 2010. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 25,9 G\$ au 31 mars 2011, soit une hausse de 9,9 % par rapport à 23,5 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 3,5 G\$, soit une hausse de 8,0 %, comparativement à 3,2 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats se sont chiffrés à 3,4 G\$, soit une hausse de 7,6 %, comparativement à 3,1 G\$ à l'exercice précédent. Les ventes nettes pour le trimestre clos

le 31 mars 2011 se sont établies à 0,1 G\$, ce qui correspond aux ventes nettes de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,2 G\$, comparativement à une augmentation de 1,2 G\$ en 2010.

Au cours du trimestre considéré, les rachats pour les fonds communs de placement à long terme se sont établis à 1,8 G\$, comparativement à des rachats de 1,6 G\$ en 2010. Au 31 mars 2011, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 16,5 %, comparativement à 15,1 % pour l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme de tous les autres membres de l'IFIC a augmenté pour s'établir à environ 15,5 % au 31 mars 2011, contre 14,4 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus

élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et à frais de rachat.

### Résultats du premier trimestre de 2011 comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2010

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 70,7 G\$, soit une hausse de 3,4 %, comparativement à 68,3 G\$ au 31 décembre 2010, comme le présente le tableau 10. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a augmenté de 1,4 G\$, ou 3,2 %, pour s'établir à 44,8 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la

clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie ont augmenté de 1,0 G\$, ou 3,9 %, pour s'établir à 25,9 G\$ au 31 mars 2011.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,8 G\$, comparativement à 1,7 G\$ au trimestre clos le 31 décembre 2010. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 17,0 % pour le trimestre clos le 31 mars 2011, ce qui correspond au taux de rachat du quatrième trimestre de 2010.

## Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 11 présente le résultat avant intérêts et impôt de Mackenzie.

### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010

#### Produits

Les produits tirés des honoraires de gestion de Mackenzie proviennent des services qu'elle offre à titre de gestionnaire

des fonds communs de placement Mackenzie et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs

TABLEAU 11 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	3 I MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	3 I MARS 2010	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2010	3 I MARS 2010
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	183,3 \$	178,3 \$	169,3 \$	2,8 %	8,3 %
Honoraires d'administration	33,1	33,3	32,7	(0,6)	1,2
Honoraires de distribution	6,4	6,7	6,5	(4,5)	(1,5)
	222,8	218,3	208,5	2,1	6,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,5	4,2	3,4	7,1	32,4
	227,3	222,5	211,9	2,2	7,3
<b>Charges</b>					
Commissions	25,7	25,6	29,0	0,4	(11,4)
Commissions de suivi	50,1	47,3	45,4	5,9	10,4
Frais autres que les commissions	71,7	68,0	69,2	5,4	3,6
	147,5	140,9	143,6	4,7	2,7
<b>Résultat avant intérêts et impôt</b>	<b>79,8 \$</b>	<b>81,6 \$</b>	<b>68,3 \$</b>	<b>(2,2)%</b>	<b>16,8 %</b>

mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour ces séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants. Au 31 mars 2011, l'actif des fonds communs de placement dans ces séries de fonds s'établissait à 10,6 G\$, comparativement à 8,5 G\$ au 31 mars 2010.

Les honoraires de gestion se sont établis à 183,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit une hausse de 14,0 M\$, ou 8,3 %, comparativement à 169,3 M\$ à l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion est attribuable à la variation de la moyenne mensuelle du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré.

La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 69,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 63,6 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 9,3 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 106,9 points de base au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 108,0 points de base en 2010. Les facteurs suivants ont contribué au recul net du taux moyen des honoraires de gestion par rapport à 2010 :

- Les variations relatives des comptes institutionnels de Mackenzie et des fonds communs de placement de Mackenzie qui ne sont pas destinés aux épargnants par rapport à celles des fonds communs de placement destinés aux épargnants ont entraîné une diminution du taux moyen des frais de gestion de Mackenzie. L'actif de la clientèle institutionnelle et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants est assorti de frais de gestion moindres que les fonds communs de placement destinés aux épargnants.
- La diminution des renoncements aux honoraires de gestion relatifs aux fonds du marché monétaire au cours du trimestre considéré comparativement à l'exercice précédent a entraîné une augmentation du taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie. Compte tenu de la faiblesse continue des taux d'intérêt enregistrés au cours de la période considérée, Mackenzie a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ces fonds afin de s'assurer qu'ils continuent de procurer un rendement net positif aux investisseurs. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, Mackenzie a renoncé à des honoraires de gestion de 0,1 M\$ relativement à ses fonds du marché monétaire, comparativement à 2,3 M\$ en 2010.

Les honoraires d'administration comprennent les principales composantes suivantes :

- Les honoraires d'administration liés à la prestation de services à l'égard des fonds communs de placement de Mackenzie.

- Les honoraires découlant des services de fiduciaire ainsi que d'autres honoraires d'administration des comptes du groupe MRS.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 33,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 32,7 M\$ en 2010.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles applicables des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds, en fonction des critères suivants :

- Du 1<sup>er</sup> août 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1<sup>er</sup> août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement lié aux charges opérationnelles pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1<sup>er</sup> août 2007 tout au long du mois.
- Puisque le volume de l'actif des fonds communs de placement admissible au 31 décembre 2009 était inférieur à 95 % du volume de l'actif net au 1<sup>er</sup> août 2007, l'ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles se poursuit jusqu'au premier mois où le volume de l'actif moyen dépassera 95 % du volume de l'actif net au 1<sup>er</sup> août 2007. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalent ou supérieur à 95 % de l'actif net au 1<sup>er</sup> août 2007, l'ajustement lié aux charges opérationnelles ne sera plus payable.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges opérationnelles au cours du trimestre considéré. Les honoraires d'administration incluent des ajustements liés aux charges opérationnelles de 1,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 3,2 M\$ en 2010.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actif de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais

modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 6,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, en baisse de 0,1 M\$ comparativement à 6,5 M\$ à l'exercice précédent.

L'élément le plus important du poste Produits tirés des placements nets et autres produits est la marge nette d'intérêt découlant des activités de prêt et d'acceptation des dépôts de la Compagnie de Fiducie M.R.S. Les produits tirés des placements nets et les autres produits pour le trimestre clos le 31 mars 2011 se sont établis à 4,5 M\$, soit une hausse de 1,1 M\$, comparativement à 3,4 M\$ en 2010.

### Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 147,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, ce qui représente une hausse de 3,9 M\$, ou 2,7 %, par rapport à 143,6 M\$ à l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. La comptabilisation de charges au titre des commissions de vente différées subit l'incidence de deux facteurs : l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 25,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 29,0 M\$ à l'exercice précédent. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 50,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit une hausse de 4,7 M\$, ou 10,4 %, par rapport à 45,4 M\$ à l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi du trimestre clos le 31 mars 2011 est conforme à l'augmentation de l'actif géré moyen des fonds

communs de placement d'une période à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 45,9 points de base pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 45,4 points de base à l'exercice précédent.

Les frais autres que les commissions sont engagés par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché, à la gestion de son actif géré et à l'égard de ses activités d'administration des comptes et de ses services fiduciaires. Les frais autres que les commissions ont totalisé 71,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit une hausse de 2,5 M\$, ou 3,6 %, par rapport à 69,2 M\$ à l'exercice précédent. Mackenzie assure une gestion active de ses frais autres que les commissions de façon à accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

## RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

### Produits

Les honoraires de gestion se sont élevés à 183,3 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,0 M\$, ou 2,8 %, par rapport à 178,3 M\$ au quatrième trimestre de 2010. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation :

- La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 69,5 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 66,4 G\$ au trimestre clos le 31 décembre 2010, ce qui constitue une augmentation de 4,8 %.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 106,9 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 106,6 points de base au quatrième trimestre de 2010.
- La diminution du nombre de jours civils au cours du trimestre considéré comparativement au quatrième trimestre de 2010. Cet écart a donné lieu à une diminution d'environ 3,9 M\$ des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré sur une base comparative.

Les honoraires d'administration pour le trimestre considéré se sont établis à 33,1 M\$, comparativement à 33,3 M\$ au trimestre clos le 31 décembre 2010. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de 1,6 M\$, comparativement à 2,7 M\$ au quatrième trimestre de 2010.

## Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 147,5 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 6,6 M\$, ou 4,7 %, par rapport à 140,9 M\$ au quatrième trimestre de 2010.

Les commissions, qui représentent l'amortissement des commissions de vente, se sont chiffrées à 25,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 25,6 M\$ au quatrième trimestre de 2010.

Les commissions de suivi se sont établies à 50,1 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 2,8 M\$, ou 5,9 %, comparativement à 47,3 M\$ au quatrième trimestre de 2010. L'augmentation des commissions de suivi est à peu près conforme à la

variation de l'actif des fonds communs de placement. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 45,9 points de base pour le trimestre considéré et à 44,5 points de base pour le trimestre précédent.

Les frais autres que les commissions ont totalisé 71,7 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 3,7 M\$, ou 5,4 %, par rapport au quatrième trimestre de 2010. En raison de l'augmentation générale des activités de vente et des volumes d'opérations au premier trimestre de l'exercice, les frais autres que les commissions de Mackenzie sont à la hausse pour le trimestre considéré comparativement aux autres trimestres.

## Activités internes et autres

### Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., ainsi que les éliminations intersectorielles.

Le tableau 12 présente le résultat avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

#### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2010

Les produits tirés des placements nets et les autres produits ont diminué de 5,9 M\$ au premier trimestre de 2011 comparativement à 2010 en raison du profit net à la vente de titres de capitaux propres réalisé au premier trimestre de 2010.

Le résultat avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,6 M\$ au premier trimestre de 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010.

#### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont diminué de 3,1 M\$ au premier trimestre de 2011 comparativement au trimestre précédent, principalement en raison d'une diminution de 1,6 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société et d'une diminution de 0,7 M\$ des produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués.

Au premier trimestre de 2011, le résultat avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 2,3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

TABLEAU 12 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010	VARIATION (%)	
				31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
<b>Produits</b>					
Produits tirés des honoraires	48,5 \$	41,7 \$	34,7 \$	16,3 %	39,8 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	19,8	22,9	25,7	(13,5)	(23,0)
	68,3	64,6	60,4	5,7	13,1
<b>Charges</b>					
Commissions	33,6	28,2	23,5	19,1	43,0
Frais autres que les commissions	11,7	12,4	8,4	(5,6)	39,3
	45,3	40,6	31,9	11,6	42,0
<b>Résultat avant intérêts et impôt</b>	<b>23,0 \$</b>	<b>24,0 \$</b>	<b>28,5 \$</b>	<b>(4,2)%</b>	<b>(19,3)%</b>



# Société financière IGM Inc.

## Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 12,1 G\$ au 31 mars 2011, comparativement à 12,2 G\$ au 31 décembre 2010.

### TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 13.

#### Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les titres de capitaux propres, les placements dans des fonds d'investissement exclusifs et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société détient un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe qui totalisait 213,9 M\$ au 31 mars 2011. Ces titres étaient principalement composés d'acceptations bancaires, de billets de dépôt de premier rang et de billets à taux variable de banques à charte canadiennes et d'obligations de sociétés.

#### Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada, dont il sera question plus loin, ainsi que les titres à revenu fixe constitués des billets restructurés des conduits

multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme OHC, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada. Ces obligations sont financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée. Ces titres avaient une juste valeur de 633,3 M\$ au 31 mars 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et a une valeur comptable de 641,4 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

### PRÊTS

Les prêts, y compris les prêts hypothécaires et les prêts à l'investissement, ont augmenté de 75,3 M\$ pour s'établir à 4,17 G\$ au 31 mars 2011 et représentent 34,4 % du total de l'actif, comparativement à 33,7 % au 31 décembre 2010. Les prêts comprennent ce qui suit :

- Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts à l'investissement liés aux activités d'intermédiaire de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 111,6 M\$ et 286,3 M\$, respectivement,

TABLEAU 13 : TITRES

	31 MARS 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
<i>(en milliers de dollars)</i>				
<b>Disponibles à la vente</b>				
Actions ordinaires	8 687 \$	7 720 \$	8 687 \$	7 698 \$
Fonds d'investissement exclusifs	28 088	31 538	33 326	37 794
Titres à revenu fixe	214 362	213 922	243 939	243 748
	251 137	253 180	285 952	289 240
<b>Juste valeur par le biais du résultat net</b>				
Obligations hypothécaires du Canada	647 318	633 259	647 318	637 850
Titres à revenu fixe	31 187	28 547	31 301	27 601
	678 505	661 806	678 619	665 451
	929 642 \$	914 986 \$	964 571 \$	954 691 \$

comparativement à 117,3 M\$ et à 283,6 M\$ au 31 décembre 2010.

- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 321,2 M\$, comparativement à 224,4 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,46 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 31 mars 2011, un passif correspondant de 3,53 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010.

La provision générale pour pertes de crédit sur l'ensemble du portefeuille se chiffre à 4,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 4,3 M\$ au 31 décembre 2010.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, incluant des programmes de titrisation commandités par la SCHL ou des banques canadiennes, services de gestion inclus. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 7,69 G\$, dont une tranche de 1,89 G\$ est montée par les filiales de Great-West Lifeco Inc.

La Compagnie de Fiducie M.R.S. fournit des prêts hypothécaires et des prêts à l'investissement par l'entremise de conseillers financiers. Ces prêts sont financés par les activités de dépôt de la Compagnie de Fiducie M.R.S.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de taux d'intérêt sur ses portefeuilles de prêts et dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et la façon dont elle gère ces risques sont décrites en détail dans la

section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

## PLACEMENT DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La Société détient actuellement une participation de 4 % dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une société affiliée. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisqu'il exerce une influence notable sur Lifeco. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010 est présentée au tableau 14.

## ACCORDS DE TITRISATION

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL »), par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC ») et par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. Ces titrisations étaient classées à titre d'accords hors bilan en vertu du référentiel comptable antérieur. En vertu des IFRS, ces accords de titrisation sont désormais reflétés dans les bilans consolidés, comme il est décrit à la section intitulée « Changements de méthodes comptables – Décomptabilisation des actifs financiers » du présent rapport de gestion.

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe

TABLEAU 14 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

Trimestres clos les 31 mars  
(en M\$)

	2011	2010
<b>Valeur comptable au début</b>	580,5 \$	574,8 \$
Quote-part du résultat et autres	16,9	17,3
Dividendes reçus	(11,6)	(11,6)
Quote-part des autres éléments du résultat global et autres ajustements	(16,5)	(5,9)
<b>Valeur comptable à la fin</b>	569,3 \$	574,6 \$

Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Cependant, le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière, et la quasi-totalité des prêts hypothécaires sont assurés. La Société conserve également les risques liés aux paiements anticipés associés aux prêts titrisés. Par conséquent, elle a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au cours du trimestre, la Société a conclu des accords de titrisation par l'intermédiaire de ses activités hypothécaires, générant des produits en espèces de 289,4 M\$, comparativement à 207,8 M\$ en 2010. La juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 106,2 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 107,0 M\$

au 31 décembre 2010. Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en espèces de 8,7 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 106,8 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Ils comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 9,3 M\$ au 31 mars 2011. La section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et les notes 1 et 4 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

## Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

### SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1,48 G\$ au 31 mars 2011, comparativement à 1,57 G\$ et à 1,18 G\$ au 31 décembre 2010 et au 31 mars 2010, respectivement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 342,5 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 326,2 M\$ et à 325,1 M\$ au 31 décembre 2010 et au 31 mars 2010, respectivement, comme il est présenté au tableau 15.

Le fonds de roulement net totalisait 674,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 617,7 M\$ au 31 décembre 2010; ces deux montants reflètent une réduction de 450,0 M\$ liée aux débentures à 6,75 %, série 2001, qui viendront à échéance le 9 mai 2011. Le fonds de roulement net totalisait 908,3 M\$ au 31 mars 2010. Le fonds de roulement net est présenté déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société, comme il est présenté au tableau 15.

TABLEAU 15 : ACTIF LIÉ AUX ACTIVITÉS DE DÉPÔT

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	31 MARS 2010
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	342,5 \$	326,2 \$	325,1 \$
Titres	213,9	243,7	282,9
Prêts	416,1	422,5	441,5
<b>Total de l'actif</b>	<b>972,5 \$</b>	<b>992,4 \$</b>	<b>1 049,5 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Passif lié aux dépôts	818,2 \$	834,8 \$	901,5 \$
Autres passifs, montant net	36,1	39,6	30,8
Dette subordonnée	20,0	20,0	20,0
Capitaux propres	98,2	98,0	97,2
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>972,5 \$</b>	<b>992,4 \$</b>	<b>1 049,5 \$</b>

Le fonds de roulement net peut être utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités opérationnelles continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le respect des obligations se rapportant au paiement périodique d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement de l'achat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (le « BAIIA ») a totalisé 398,6 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 375,6 M\$ au premier trimestre de 2010 et à 404,2 M\$ au quatrième trimestre de 2010. Le BAIIA pour chaque période considérée exclut aussi l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 72,5 M\$ au premier trimestre de 2011, comparativement à 74,7 M\$ au premier trimestre de 2010 et à 71,5 M\$ au quatrième trimestre de 2010. En plus de constituer une importante autre mesure de rendement, le BAIIA constaté par la Société est l'un des principaux paramètres utilisés par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de

l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque d'illiquidité et à la façon dont elle gère ce risque.

#### Flux de trésorerie

Le tableau 16, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaire pour le trimestre clos le 31 mars 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 91,9 M\$ au cours du trimestre, comparativement à une augmentation de 232,0 M\$ au premier trimestre de 2010.

Les activités opérationnelles, avant les commissions versées, ont généré 229,1 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à 221,9 M\$ en 2010. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 88,2 M\$ en 2011, comparativement à 80,9 M\$ en 2010. Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 140,9 M\$ en 2011, comparativement à 141,0 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement du premier trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- Une diminution nette de 16,6 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une diminution nette de 5,8 M\$ en 2010. La diminution nette en 2011 résulte d'une diminution des niveaux de dépôts à terme.
- Un produit net de 6,0 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à néant en 2010.
- Une augmentation nette de 21,5 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 14,0 M\$ en 2010.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 20,7 M\$ en 2011, comparativement à 13,8 M\$ en 2010.

TABLEAU 16 : FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les 31 mars (en M\$)	2011	2010	VARIATION (%)
Activités opérationnelles			
Avant paiement des commissions	229,1 \$	221,9 \$	3,2 %
Commissions payées	(88,2)	(80,9)	(9,0)
Déduction faite des commissions payées	140,9	141,0	(0,1)
Activités de financement	(189,9)	(134,6)	(41,1)
Activités d'investissement	(42,9)	225,6	(119,0)
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(91,9)</b>	<b>232,0</b>	<b>(139,6)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 573,6	945,1	66,5
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 481,7 \$</b>	<b>1 177,1 \$</b>	<b>25,9 %</b>

- L'achat de 2 000 000 d'actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 86,2 M\$, comparativement à l'achat de 540 000 actions ordinaires au coût de 21,9 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2011.
- Le versement de dividendes ordinaires réguliers totalisant 133,1 M\$ en 2011, comparativement à 134,6 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement du premier trimestre de 2011, par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- L'achat de titres totalisant 74,0 M\$ et le produit de 109,7 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 75,1 M\$ et à 304,6 M\$, respectivement, en 2010.
- L'augmentation nette des prêts de 72,8 M\$, comparativement à une diminution nette de 4,4 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

## SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,1 G\$ au 31 mars 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les sociétés de fiducie, les conseillers en valeurs mobilières, les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en fonds communs de placement. De plus, au troisième trimestre de 2010, certaines filiales de la Société se sont inscrites à titre de gestionnaires de fonds d'investissement auprès des

commissions des valeurs mobilières concernées, conformément au Règlement 31-103. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Ces filiales se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 775,0 M\$ au 31 mars 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles de 150 M\$ demeurent inchangées.

Au cours du premier trimestre de 2011, la Société a acheté 2 000 000 d'actions ordinaires au coût de 86,2 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 6 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2011 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir disposer de la flexibilité nécessaire lui permettant d'acheter des actions ordinaires selon les circonstances. Les autres activités de gestion du capital en 2011 comprennent la déclaration de dividendes de 2,2 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles et de 132,4 M\$ sur actions ordinaires. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Le 5 mai 2011, Standard & Poor's (« S&P ») a confirmé la cote de « A+ » attribuée à la dette de premier rang et au passif de la Société financière IGM.

Le 13 janvier 2010, Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») a confirmé la cote de « A (élevée) » avec une perspective stable.

Les cotes de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de cote de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces cotes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se

peut que les cotes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation révisent ces cotes ou les retirent à quelque moment que ce soit.

La cote « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux cotées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la cote change à moyen terme. Une perspective stable n'annonce pas nécessairement une amélioration de la cote.

La cote A (élevée), qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la cote A (élevée) sont de qualité satisfaisante en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée

comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne cote, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure cote. La mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 17 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les pensions livrées sur titres, certains autres actifs financiers et d'autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses

TABLEAU 17 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 MARS 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
<b>Actif</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 481,7 \$	1 481,7 \$	1 573,6 \$	1 573,6 \$
Titres	915,0	915,0	954,7	954,7
Prêts	4 169,9	4 171,0	4 094,7	4 096,0
Autres actifs financiers	196,9	196,9	203,4	203,4
Actifs dérivés	44,5	44,5	40,9	40,9
<b>Total de l'actif financier</b>	<b>6 808,0 \$</b>	<b>6 809,1 \$</b>	<b>6 867,3 \$</b>	<b>6 868,6 \$</b>
<b>Passif</b>				
Dépôts et certificats	818,2 \$	822,7 \$	834,8 \$	840,1 \$
Pensions livrées sur titres	641,4	641,4	635,3	635,3
Autres passifs financiers	575,7	575,7	665,8	665,8
Passifs dérivés	65,1	65,1	78,7	78,7
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	3 527,7	3 578,6	3 505,5	3 564,4
Dettes à long terme	1 775,0	1 943,6	1 775,0	1 966,5
<b>Total du passif financier</b>	<b>7 403,1 \$</b>	<b>7 627,1 \$</b>	<b>7 495,1 \$</b>	<b>7 750,8 \$</b>



relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés pour les titres émis par les entités de titrisation dont les échéances et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt des marchés actuellement en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuels pour des débentures et des effets à payer comportant des échéances et des risques similaires.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés annuels contenus dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »), qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2011. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques d'illiquidité, de crédit et de marché.

### **Risque d'illiquidité**

Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion de liquidités.
- L'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios opérationnels.

- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le cadre de ces pratiques continues de gestion des liquidités au cours de 2011 et de 2010, la Société a :

- conclu un appel public à l'épargne le 9 décembre 2010 visant 200 M\$ de débentures venant à échéance en décembre 2040;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié en décembre 2010 afin de s'assurer d'accéder aux marchés financiers en temps opportun;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- réduit la composante capitaux propres de son portefeuille de titres.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Le Groupe Investors est un émetteur autorisé de TH LNH et un vendeur autorisé dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels (note 4 des états financiers intermédiaires). La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer.

Les besoins de liquidités des filiales qui sont des fiducies agissant à titre d'intermédiaires financiers sont fondés sur les politiques approuvées par les comités de leur conseil d'administration respectif. Au 31 mars 2011, les liquidités des filiales qui sont des fiducies étaient conformes à ces politiques.

Les échéances contractuelles de la Société sont présentées au tableau 18.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM possède un

TABLEAU 18 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2011 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	605,3 \$	85,6 \$	122,3 \$	5,0 \$	818,2 \$
Autres passifs	–	32,6	28,0	4,5	65,1
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	395,4	3 121,5	10,8	3 527,7
Dette à long terme	–	450,0	–	1 325,0	1 775,0
Contrats de location simple <sup>1)</sup>	–	46,9	137,9	92,0	276,8
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>605,3 \$</b>	<b>1 010,5 \$</b>	<b>3 409,7 \$</b>	<b>1 437,3 \$</b>	<b>6 462,8 \$</b>

1) Comprend les locaux à bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal de l'activité.  
Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au résultat sur la période d'utilisation.

portefeuille de titres et des marges de crédit qui constituent d'autres sources de liquidités éventuelles. Les marges de crédit opérationnelles de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 325 M\$ au 31 mars 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. Les marges de crédit opérationnelles au 31 mars 2011 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 150 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. Au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit opérationnelles non engagées.

Bien que la Société ait accédé récemment aux marchés financiers, sa capacité d'accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds dépend de la conjoncture.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut seront suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, incluant l'incidence du rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur le résultat. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque d'illiquidité n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

### Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si l'une des contreparties de la Société dans le cadre d'une transaction ne respecte pas ses engagements. La

trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine régulièrement ses pratiques en matière de gestion des risques de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 mars 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 481,7 M\$ étaient composés de soldes de trésorerie de 88,3 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 1 393,4 M\$. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 453,3 M\$, de papier commercial de 307,0 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 595,4 M\$ émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la cote de solvabilité de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Au 31 mars 2011, les titres à revenu fixe disponibles à la vente étaient composés d'acceptations bancaires de 14,9 M\$, de billets de dépôt de premier rang et de billets à taux variable de banques à charte canadiennes d'un montant de 77,9 M\$ et de 35,0 M\$, respectivement, et d'obligations de sociétés et autres de 86,1 M\$. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ainsi qu'aux titres à revenu fixe disponibles à la vente en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 633,3 M\$ et les titres à revenu fixe, qui sont composés des billets restructurés des conduits

multicédants du VAC d'une juste valeur de 28,5 M\$. Ces justes valeurs correspondent à l'exposition maximale au risque de crédit au 31 mars 2011. Se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires pour plus d'information sur l'évaluation des conduits multicédants du VAC.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement, relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société, et la suffisance de la provision générale. Au 31 mars 2011, les prêts totalisaient 4,17 G\$, comparativement à 4,09 G\$ au 31 décembre 2010 et ils comprenaient ce qui suit :

- Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts à l'investissement liés aux activités d'intermédiaire de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 111,6 M\$ et 286,3 M\$, respectivement, comparativement à 117,3 M\$ et à 283,6 M\$ au 31 décembre 2010.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 321,2 M\$, comparativement à 224,4 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,46 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 31 mars 2011, un passif correspondant de 3,53 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010.

Au 31 mars 2011, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % en 2010), dont 94,2 % étaient assurés (94,1 % en 2010). Le risque de crédit lié au portefeuille de prêts à l'investissement est atténué par l'utilisation de sûretés, principalement sous forme de placements dans des fonds communs de placement. Au 31 mars 2011, les prêts hypothécaires et à l'investissement douteux se chiffraient à 0,1 M\$, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours des portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts hypothécaires s'établissaient à 0,1 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à néant au 31 décembre 2010. Les caractéristiques des portefeuilles de

prêts hypothécaires et à l'investissement n'ont pas changé de façon significative en 2011.

Depuis 2008, la Société a acheté des couvertures d'assurance de portefeuille par l'entremise de la SCHL pour les prêts hypothécaires conventionnels admissibles nouvellement financés. En vertu des TH LNH et du Programme OHC, les prêts hypothécaires titrisés doivent obligatoirement être assurés par un assureur approuvé en cas de défaut, et la Société a également assuré la quasi-totalité de ses prêts titrisés au moyen de programmes de papier commercial adossé à des actifs. Au 31 mars 2011, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels de la Société classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 95,2 %, comparativement à 94,1 % au 31 décembre 2010. Au 31 mars 2011, les prêts douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 0,7 M\$, comparativement à 1,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,2 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 0,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision pour pertes de crédit pour l'ensemble du portefeuille se chiffrait à 4,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 4,3 M\$ au 31 décembre 2010. La direction considère que cette provision est adéquate en vue d'englober toutes les pertes liées au crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement.

Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts titrisés se chiffrait à 106,2 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés incluent :

- *Les comptes de réserve en espèces et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 8,7 M\$ et à 106,8 M\$, respectivement, au 31 mars 2011. Les comptes de réserve en espèces sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 49,1 M\$ est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur. Au 31 mars 2011, les prêts hypothécaires en cours titrisés

dans le cadre de ces programmes, chiffrés à 1,20 G\$, étaient assurés dans une proportion de 94 %.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 66,4 M\$. Conformément aux TH LNH et à ce programme, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les débiteurs hypothécaires aient reçu les montants ou non. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 2,26 G\$.

- *Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 9,3 M\$ au 31 mars 2011. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. La juste valeur de ces swaps est reflétée dans le bilan de la Société. Le montant notionnel de ces swaps était de 496,7 M\$ au 31 mars 2011.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

La Société utilise des dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi qu'au risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et sur les réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associé au programme. Au 31 mars 2011, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 26,6 M\$ et le montant notionnel en cours s'élevait à 3,7 G\$. Certains de ces swaps concernent des prêts titrisés qui n'ont pas été décomptabilisés; par conséquent, les prêts hypothécaires et l'obligation connexe ont été constatés dans le bilan. Par conséquent, ces swaps,

d'un montant notionnel en cours de 2,2 G\$ et d'une juste valeur négative de 20,2 M\$, ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 1,5 G\$ et d'une juste valeur négative de 6,4 M\$, sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de gain, totalisait 14,7 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 21,7 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 37,9 M\$ sur un montant notionnel en cours de 1,6 G\$ au 31 mars 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 1,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 1,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La juste valeur de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 19,4 M\$ sur un montant notionnel en cours de 0,5 G\$ au 31 mars 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait de 19,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 15,1 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée et des swaps de rendement total sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps de rendement total totalisait 4,3 M\$ sur un montant notionnel en cours de 195,0 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à une juste valeur de 0,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 118,1 M\$ au 31 décembre 2010. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de gain, était de 4,4 M\$ au 31 mars 2011, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2010.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux produits dérivés qui sont en position de gain, chiffré à 39,9 M\$, ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au

risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie, se chiffrait à 0,3 M\$ au 31 mars 2011. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux produits dérivés de la Société était négligeable au 31 mars 2011. La gestion du risque de crédit n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Se référer aux notes 1, 4 et 17 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

### **Risque de marché**

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon significative aux fluctuations des taux de change.

### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, ses Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 mars 2011, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts sur un an respectait les lignes directrices des filiales de la Société qui sont des fiduciaires.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de ses transactions de titrisation avec des fiduciaires de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La

Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt payés sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont souvent à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.

- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 31 mars 2011, l'incidence d'une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net aurait été d'approximativement 1,3 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

### **Risque actions**

La Société est exposée au risque actions sur ses placements dans des actions ordinaires et dans des fonds d'investissement exclusifs, qui sont classés comme disponibles à la vente comme l'illustre le tableau 13. Les profits et les pertes latents sur ces titres sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, moment auquel ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

## **RISQUE DE MARCHÉ LIÉ À L'ACTIF GÉRÉ**

Au 31 mars 2011, le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 134,1 G\$, soit une hausse de 3,6 % comparativement au 31 décembre 2010.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers



canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du résultat de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

Les fonds gérés par la Société peuvent être assujettis à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du résultat de la Société.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon importante les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement (fiducies à participation unitaire et sociétés de fonds) de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés et aux conseillers financiers indépendants un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actifs, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attirés et les conseillers financiers

indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 19 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

## AUTRES FACTEURS DE RISQUE

### Risque de distribution

*Réseau de conseillers du Groupe Investors* – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

*Mackenzie* – La quasi-totalité des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par des conseillers financiers indépendants. La commercialisation des produits de Mackenzie dépend fortement de l'accès à divers canaux de distribution. En règle générale, ces conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Toutefois, le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés servant les conseillers financiers indépendants du Canada. Ces facteurs sont présentés de

TABLEAU 19 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 31 mars	2011	2010
<b>Société financière IGM Inc.</b>		
Groupe Investors	8,4 %	7,5 %
Mackenzie	16,5 %	15,1 %
Counsel	12,2 %	11,6 %



façon plus détaillée à la rubrique intitulée « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

### **Le cadre réglementaire**

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Les principales autorités de réglementation qui régissent la Société et ses filiales sont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et le Bureau du surintendant des institutions financières. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation réguliers dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille régulièrement les développements en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant le domaine de la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière

de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations en matière d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

### **Éventualités**

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de son activité. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

### **Risque lié aux acquisitions**

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

### **Risque lié aux modèles**

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles.

## Perspectives

### LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Au 31 mars 2011, l'actif du secteur des fonds communs de placement au Canada présenté par l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») totalisait environ 661,8 G\$, soit une hausse de 4,0 % par rapport au 31 décembre 2010 sur une base comparative.

Les courtiers en fonds communs de placement et les autres sociétés de planification financière forment un canal de distribution important pour les fonds communs de placement au Canada. En effet, en 2010, ils ont été à l'origine de 52,2 % des ventes de fonds communs de placement à long terme.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage complet et le courtage réduit. Au cours des dernières années, les succursales des banques ont davantage mis l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 39 % du total de l'actif du secteur des fonds communs de placement à long terme à la fin de 2010.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant près de 80 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement à la fin de 2010. La direction est d'avis que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services qui leur sont propres. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage traditionnel, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance s'atténuent, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets au moyen d'une vaste gamme de produits.

Les fonds d'investissement, incluant les fonds communs de placement, demeurent la catégorie d'actifs financiers favorite des Canadiens pour leurs économies de retraite, et

ils constituent plus du tiers des actifs financiers discrétionnaires canadiens à long terme. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Le secteur des services financiers continue d'être influencé par :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes et une nette préférence des investisseurs à faire affaire avec un conseiller.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Des changements au cadre réglementaire.
- Un environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

### L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage traditionnel, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec d'autres catégories d'actifs comme les actions, les obligations et d'autres instruments de placement passifs, pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

De nombreux faits indiquent que les Canadiens accordent de l'importance aux conseils dans leurs activités de planification financière et de placement. Diverses recherches démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous sommes d'avis que la prestation de services exhaustifs de planification financière constitue un avantage concurrentiel et que cela continuera d'être le cas.

Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'entretenir une solide relation avec un conseiller pour maintenir le cap sur ses objectifs financiers à court et à long terme. Un thème fondamental du modèle d'entreprise de la Société est de soutenir les conseillers financiers qui

travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers.

Le Groupe Investors continue de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients en offrant une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, et ses conseillers travaillent avec les clients pour les aider à comprendre les répercussions de la volatilité des marchés financiers sur leur planification financière à long terme.

Mackenzie maintient sa stratégie axée sur la collaboration avec les réseaux de services-conseils indépendants pour offrir une gamme variée de produits assortie de multiples styles de placement en vue de répondre aux besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires.

La direction est d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir, car elle dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée mettant l'accent sur les conseillers financiers.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Des économies d'échelle considérables.
- Son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power, dont font aussi partie la Great-West, la London Life et la Canada-Vie.

Ces points forts sont présentés plus en détail à la rubrique intitulée « Perspectives » du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc.

## Estimations et méthodes comptables critiques

### SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit adopter des méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 1 des états financiers intermédiaires.

Les estimations comptables critiques liées à la juste valeur des instruments financiers, au goodwill et aux immobilisations incorporelles, à l'impôt sur le résultat et aux provisions se rapportent à la fois aux secteurs à présenter Groupe Investors et Mackenzie, tandis que les estimations comptables critiques liées aux avantages du personnel se rapportent uniquement au secteur à présenter Groupe Investors.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après.

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts et créances, des dépôts et des certificats et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. La Société détient également des instruments financiers, incluant les dérivés relatifs à ses prêts titrisés, où les cours de marché ne sont pas disponibles. Dans ces cas, les valeurs sont déterminées au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements significatifs sur le plan du résultat net.

Les titres de placement de la Société classés comme disponibles à la vente comprennent les titres de capitaux propres détenus comme placements à long terme, les titres d'emprunt et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres qui ne sont pas désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de

couverture sont comptabilisés au poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. La direction examine régulièrement les titres de placement classés comme disponibles à la vente pour déterminer s'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur. La Société tient compte de facteurs tels que la nature du placement et le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût. Une modification importante dans cette évaluation pourrait se traduire par la constatation dans le résultat net de pertes latentes. Pour plus de détails, veuillez consulter les rubriques intitulées « Situation financière consolidée » et « Instruments financiers » du présent rapport de gestion, la note 2 des états financiers intermédiaires et la note 18 des états financiers annuels.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 7 des états financiers annuels. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, des modèles d'évaluation comprenant des flux de trésorerie actualisés, des acquisitions comparables et des multiples de transactions du secteur sont utilisés. Les modèles ont recours à des hypothèses comprenant des niveaux de croissance de l'actif géré découlant des ventes nettes et de l'évolution du marché, les variations de prix et de marges, les synergies réalisées à l'acquisition, les taux

d'actualisation ainsi que les données observables pour des transactions comparables.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée le 1<sup>er</sup> janvier 2010, soit la date de transition aux IFRS, et le 31 mars 2010 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré et, de plus, l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion et à la note 11 des états financiers annuels.
- *Avantages du personnel* – La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes d'avantages définis est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société a décidé de constater les écarts actuariels de tous ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global lors de la transition aux IFRS.

En 2010, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a continué de profiter de l'amélioration de la conjoncture économique. L'actif du régime de retraite a augmenté pour atteindre 226,6 M\$ au 31 décembre 2010, par rapport à 206,9 M\$ au 31 décembre 2009. Une tranche de 23,4 M\$ de cette augmentation est attribuable au taux de rendement réel total des actifs du régime, comparativement à un taux de rendement estimatif de 14,3 M\$ fondé sur l'hypothèse relative au taux de rendement à long terme attendu de la Société. Le gain actuariel de 9,1 M\$ qui en résulte a été constaté dans les autres éléments du résultat global en 2010. Le rendement des obligations a diminué en 2010, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les diverses obligations au titre des prestations définies de la Société. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations au titre du régime de retraite à prestations définies au 31 décembre 2010 ont diminué de façon considérable en 2010 comparativement à 2009 et ont donné lieu à des pertes actuarielles de 42,5 M\$, qui ont été constatées dans les autres éléments du résultat global en 2010. Le régime à prestations définies a constaté un excédent de capitalisation de 12,8 M\$ au 31 décembre 2010, comparativement à un excédent de 43,4 M\$ à la fin de 2009. Les obligations au titre des prestations constituées relativement au RCRC non capitalisé et aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite se sont chiffrées à 36,2 M\$

et à 32,8 M\$, respectivement, au 31 décembre 2010, comparativement à 16,8 M\$ et à 26,8 M\$ en 2009.

Au premier trimestre de 2011, l'augmentation de la juste valeur de l'actif des régimes de retraite à prestations définies attribuable au taux de rendement total de l'actif s'est chiffrée à 10,5 M\$, comparativement à un taux de rendement estimatif de 3,9 M\$. Le gain actuariel de 6,6 M\$ au premier trimestre de 2011 a été constaté dans les autres éléments du résultat global. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les diverses obligations au titre des régimes à prestations définies étaient les mêmes au 31 mars 2011 qu'au 31 décembre 2010.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées.

## CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

### Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé que les PCGR du Canada sont remplacés par les IFRS, dans leur forme publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les entreprises ayant une obligation d'information du public doivent adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société a adopté les IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et a préparé ses états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2011 en vertu des méthodes comptables conformes aux IFRS. Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers annuels conformes aux IFRS.

La note 14 des états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2011 décrit les méthodes comptables appliquées par la Société en vertu des IFRS et présente les différences et des rapprochements entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS.

La Société a élaboré un plan de basculement aux IFRS qui aborde les éléments clés de la conversion aux IFRS et inclut une structure officielle de gouvernance du projet. En plus des équipes de projet mandatées pour analyser des questions comptables particulières, des comités de surveillance ont été formés, notamment un comité d'examen technique constitué des directeurs financiers de



chacune des filiales opérationnelles de la Société, un comité de la haute direction, ainsi que le comité d'audit de la Société. La Société s'est dotée d'un niveau d'expertise pertinent en matière de présentation de l'information financière conforme aux IFRS à l'échelle de la Société et de ses filiales et a retenu les services d'un conseiller indépendant pour soutenir ses efforts. Le plan de basculement est constitué de trois phases principales.

#### *Phases du plan de basculement*

- Comme il est décrit dans le rapport de gestion contenu dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc., la Société a complété les étapes de délimitation de l'étendue et de diagnostic (phase 1) et de l'analyse des répercussions et de la conception (phase 2) de son plan de basculement.
- La mise en œuvre (phase 3) comprend les étapes suivantes :
  - la finalisation des méthodes comptables de la Société en vertu des IFRS;
  - les choix définitifs de conversion en vertu d'IFRS 1;
  - l'achèvement de la préparation des informations à fournir dans les états financiers de 2011;
  - l'assurance que tous les éléments du plan de communications sont complétés.La phase de mise en œuvre est en grande partie complétée et sera considérée comme achevée lorsque la Société aura publié ses états financiers annuels de 2011.

#### *Activités au cours du trimestre*

La Société a pratiquement complété la phase 3, soit la phase de mise en œuvre :

- finalisation et validation des choix de méthodes comptables de la Société en vertu des IFRS;
- finalisation et validation des choix de la Société en vertu d'IFRS 1 :
  - Regroupements d'entreprises – la Société a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises effectués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010;
  - Décomptabilisation – la Société a choisi de constater tous les actifs créés après le 1<sup>er</sup> janvier 2004 qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation en vertu des IFRS;
  - Immobilisations corporelles – la Société a choisi de retraiter certains actifs à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2010;
  - Avantages du personnel – la Société a choisi de constater tous les écarts actuariels non amortis au 1<sup>er</sup> janvier 2010 liés à ses régimes à prestations définies dans les résultats non distribués plutôt que d'appliquer rétrospectivement les exigences des IFRS.

- Finalisation et validation de l'incidence sur le solde d'ouverture des résultats non distribués;
- finalisation et validation des rapprochements requis entre les PCGR du Canada et les IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et pour les trimestres clos en 2010.

#### *Changements de méthodes comptables*

Les paragraphes suivants décrivent les méthodes comptables choisies en vertu des IFRS qui diffèrent des méthodes utilisées antérieurement par la Société.

##### *Décomptabilisation des actifs financiers*

En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, les transactions de titrisation par l'entremise des programmes OHC et de PCAA sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis plutôt que comme des ventes. Les profits à l'égard de ces programmes ne seront plus constatés lorsque les transactions ont lieu. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et l'obligation correspondante sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

##### *Commissions de vente différées*

Les commissions versées à la vente de certaines parts de fonds communs de placement sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amorties sur leur durée d'utilité. La norme IFRS relative aux immobilisations incorporelles traite plus particulièrement de la cession des immobilisations incorporelles. Lorsqu'un client des fonds communs de placement fait racheter des parts dans certains fonds communs de placement, les frais de rachat versés par le client sont constatés par la Société dans les produits. Les IFRS indiquent que l'actif à l'égard des commissions de vente différées non amorti lié aux parts rachetées soit inscrit à titre de cession.

##### *Paiements fondés sur des actions*

En vertu des IFRS, la méthode d'acquisition graduelle des droits est utilisée pour constater la charge de rémunération liée aux attributions dont les droits sont acquis par versements tout au long de la période d'acquisition des droits, par opposition à la méthode de comptabilisation linéaire actuellement appliquée par la Société. La charge de rémunération est constatée sur une base accélérée; par conséquent, une charge de rémunération plus élevée sera constatée plus tôt au cours de la période d'amortissement du droit à un paiement fondé sur des actions.



#### *Avantages du personnel*

La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations déterminées dans les autres éléments du résultat global plutôt que de les amortir dans le résultat net. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges au titre des avantages.

#### *Impôt sur le résultat différé*

En vertu des IFRS, le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences entre le coût de comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

#### *Provisions*

En vertu des IFRS, une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles.

#### *Contrôle interne*

La Société a préparé et mis en œuvre des modifications à ses systèmes et processus d'information financière afin de se préparer à une transition efficace aux IFRS. De plus, les contrôles internes et les procédures comptables de la Société ont été modifiés, au besoin, en fonction de l'adoption des méthodes comptables conformes aux IFRS. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## **CHANGEMENTS COMPTABLES FUTURS**

### **IFRS 9, Instruments financiers**

Avant que la Société adopte les IFRS, l'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le

champ d'application d'IAS 39. Les actifs financiers seront évalués à la juste valeur ou au coût amorti, et la catégorie disponible à la vente sera éliminée. Si un placement dans des capitaux propres n'est pas détenu à des fins de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de l'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les passifs financiers seront classés au coût amorti, exception faite des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, des contrats de garantie financière et des engagements à fournir un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. L'option à la juste valeur constitue une solution de rechange à la méthode au coût amorti pour les actifs et les passifs financiers si certaines conditions sont respectées. La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La Société analyse l'incidence qu'aura la nouvelle norme sur ses actifs et ses passifs financiers.

### **Autres**

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des normes IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société :

<b>Norme IFRS</b>	<b>Date d'émission prévue</b>
Consolidations	T2 2011 – Norme définitive
État du résultat global	T2 2011 – Norme définitive
Évaluation à la juste valeur	T2 2011 – Norme définitive
Avantages postérieurs à l'emploi	T2 2011 – Norme définitive
Consolidation – sociétés d'investissement	T2 2011 – Exposé-sondage
Comptabilisation des produits	T2 2011 – Norme définitive
Comptabilité de couverture	T2 2011 – Norme définitive
Dépréciation	T2 2011 – Norme définitive
Contrats de location	T2 2011 – Norme définitive
Décomptabilisation	2012

Source : site Web de l'IASB, à l'adresse [www.iasb.org](http://www.iasb.org)

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2011, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Autres renseignements

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Il n'y a eu aucun changement aux types de transactions entre parties liées depuis le 31 décembre 2010, excepté ce qui suit :

- En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt, la Société a convenu d'une stratégie de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits tirés des dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

La Société a également accepté d'acquérir les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 31 mars 2011.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter à la note 12 des états financiers intermédiaires et aux notes 5 et 21 des états financiers annuels.

### DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 mars 2011, il y avait 258 392 616 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 4 mai 2011, il y en avait 258 409 610.

### SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# États financiers consolidés résumés intermédiaires

## Comptes consolidés de résultat

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS	
	2011	2010
<b>Produits</b>		
Honoraires de gestion	492 062 \$	449 734 \$
Honoraires d'administration	92 793	88 514
Honoraires de distribution	89 691	72 849
Produits tirés des placements nets et autres produits	45 860	54 212
	<b>720 406</b>	665 309
<b>Charges</b>		
Commissions	233 629	213 696
Frais autres que les commissions	169 183	159 027
Charges d'intérêts	30 271	27 302
	<b>433 083</b>	400 025
Résultat avant impôt sur le résultat	287 323	265 284
Impôt sur le résultat	73 280	70 051
<b>Résultat net</b>	<b>214 043</b>	195 233
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 213	3 467
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>211 830 \$</b>	191 766 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires <i>(en milliers) (note 11)</i>		
– De base	259 289	262 632
– Dilué	260 332	264 069
Résultat par action <i>(en dollars) (note 11)</i>		
– De base	<b>0,82 \$</b>	0,73 \$
– Dilué	<b>0,81 \$</b>	0,73 \$

*(Se reporter aux notes annexes.)*

# États consolidés du résultat global

(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS  
2011 2010

<b>Résultat net</b>	<b>214 043 \$</b>	195 233 \$
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		
<b>Titres disponibles à la vente</b>		
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt de 20 \$ et de (1 353) \$</i>	<b>(491)</b>	7 453
Ajustement de reclassement au titre des (profits) pertes compris(es) dans le résultat net, <i>déduction faite de l'impôt de 328 \$ et de 972 \$</i>	<b>(890)</b>	(5 550)
	<b>(1 381)</b>	1 903
<b>Avantages du personnel</b>		
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt de (1 781) \$ et de 2 252 \$</i>	<b>4 813</b>	(6 090)
<b>Participation dans une société affiliée et autres</b>		
Autres éléments du résultat global, <i>déduction faite de l'impôt de (100) \$ et de 14 \$</i>	<b>(15 703)</b>	(6 100)
	<b>(12 271)</b>	(10 287)
<b>Résultat global</b>	<b>201 772 \$</b>	184 946 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

# Bilans consolidés

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	<b>31 MARS</b> <b>2011</b>	31 DÉCEMBRE 2010	1 <sup>ER</sup> JANVIER 2010
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>1 481 688 \$</b>	1 573 626 \$	945 081 \$
Titres <i>(note 2)</i>	<b>914 986</b>	954 691	1 246 259
Prêts <i>(note 3)</i>	<b>4 169 942</b>	4 094 652	3 928 361
Participation dans une société affiliée	<b>569 296</b>	580 478	574 754
Commissions de vente différées	<b>810 327</b>	794 581	847 427
Autres actifs	<b>402 519</b>	405 579	470 153
Immobilisations incorporelles	<b>1 121 586</b>	1 123 006	1 121 269
Goodwill	<b>2 639 519</b>	2 639 465	2 613 532
	<b>12 109 863 \$</b>	12 166 078 \$	11 746 836 \$
<b>Passif</b>			
Dépôts et certificats	<b>818 193 \$</b>	834 801 \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres <i>(note 2)</i>	<b>641 350</b>	635 302	629 817
Autres passifs	<b>720 535</b>	823 913	742 200
Impôt sur le résultat différé	<b>298 555</b>	264 255	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation <i>(note 4)</i>	<b>3 527 689</b>	3 505 451	3 310 084
Dette à long terme <i>(note 5)</i>	<b>1 775 000</b>	1 775 000	1 575 000
	<b>7 781 322</b>	7 838 722	7 452 900
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social			
Actions privilégiées perpétuelles	<b>150 000</b>	150 000	150 000
Actions ordinaires	<b>1 577 686</b>	1 567 725	1 562 925
Surplus d'apport	<b>36 454</b>	37 785	37 845
Résultats non distribués	<b>2 601 735</b>	2 596 909	2 534 216
Cumul des autres éléments du résultat global	<b>(37 334)</b>	(25 063)	8 950
	<b>4 328 541</b>	4 327 356	4 293 936
	<b>12 109 863 \$</b>	12 166 078 \$	11 746 836 \$

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 6 mai 2011.

*(Se reporter aux notes annexes.)*

# États consolidés des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS

2011 2010

## Capital social – actions privilégiées perpétuelles (note 6)

Solde à la fin	150 000 \$	150 000 \$
----------------	------------	------------

## Capital social – actions ordinaires (note 6)

Solde au début	1 567 725	1 562 925
Émises en vertu du régime d'options sur actions	22 106	10 949
Rachetées aux fins d'annulation	(12 145)	(3 229)
Solde à la fin	1 577 686	1 570 645

## Surplus d'apport

Solde au début	37 785	37 845
Options sur actions		
Charge de la période	1 272	(1 001)
Exercées	(2 603)	(1 431)
Solde à la fin	36 454	35 413

## Résultats non distribués

Solde au début	2 596 909	2 534 216
Résultat net	214 043	195 233
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2 213)	(3 467)
Dividendes sur actions ordinaires	(132 426)	(134 491)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 6)	(74 578)	(18 585)
Solde à la fin	2 601 735	2 572 906

## Cumul des autres éléments du résultat global sur les éléments suivants :

### Titres disponibles à la vente

Solde au début	2 357	1 321
Variation des profits (pertes) latent(e)s, déduction faite de l'impôt	(1 381)	1 903
Solde à la fin	976	3 224

### Avantages du personnel

Solde au début	(24 359)	–
Variation des gains (pertes) actuariel(le)s, déduction faite de l'impôt	4 813	(6 090)
Solde à la fin	(19 546)	(6 090)

### Participation dans une société affiliée et autres

Solde au début	(3 061)	7 629
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(15 703)	(6 100)
Solde à la fin	(18 764)	1 529

<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global à la fin</b>	<b>(37 334)</b>	<b>(1 337)</b>
---	-----------------	----------------

<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 328 541 \$</b>	<b>4 327 627 \$</b>
-----------------------------------	---------------------	---------------------

(Se reporter aux notes annexes.)



# Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS

2011 2010

## Activités opérationnelles

Résultat net	214 043 \$	195 233 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Impôt sur le résultat différé	32 688	14 817
Amortissement des commissions	72 469	74 656
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	8 143	8 130
Variation des actifs et passifs opérationnels et autres	(98 191)	(70 906)
	229 152	221 930
Commissions versées	(88 215)	(80 942)
	140 937	140 988

## Activités de financement

Diminution nette des dépôts et des certificats	(16 608)	(5 792)
Augmentation nette de l'obligation relative aux actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres	6 048	–
Augmentation nette des obligations à l'égard d'entités de titrisation	21 491	13 993
Émission d'actions ordinaires	20 704	13 782
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(86 244)	(21 934)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(2 213)	–
Dividendes sur actions ordinaires versés	(133 105)	(134 609)
	(189 927)	(134 560)

## Activités d'investissement

Achat de titres	(73 983)	(75 122)
Produit de la vente de titres	109 682	304 622
(Augmentation) diminution nette des prêts	(72 826)	4 404
Ajouts aux immobilisations corporelles, montant net	(3 851)	(1 755)
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(1 970)	(6 550)
	(42 948)	225 599
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(91 938)	232 027
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 573 626	945 081

**Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin** 1 481 688 \$ 1 177 108 \$

Trésorerie	88 248 \$	75 348 \$
Équivalents de trésorerie	1 393 440	1 101 760
	1 481 688 \$	1 177 108 \$

## Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Intérêts et dividendes reçus	57 902 \$	55 464 \$
Intérêts versés au cours du trimestre	34 072 \$	28 380 \$
Impôt sur le résultat payé au cours du trimestre	92 538 \$	76 659 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

# Notes annexes

31 MARS 2011 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

## 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») de la Société financière IGM Inc. (la « Société ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Puisque les présents états financiers intermédiaires constituent la première présentation des résultats et de la situation financière de la Société en vertu des IFRS, ils ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à IFRS 1, *Première application des IFRS* (« IFRS 1 »). Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et ils se fondent sur les IFRS et sur les interprétations du Comité d'interprétation des Normes internationales d'information financière (l'« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, devraient être en vigueur à cette date. À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées.

Par le passé, les états financiers consolidés de la Société étaient préparés en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada (le « référentiel comptable antérieur »). Le référentiel comptable antérieur diffère des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, afin de se conformer aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes comptables et d'évaluation qui étaient auparavant employées dans la préparation des états financiers selon le référentiel comptable antérieur. Les données comparatives pour 2010 ont été retraitées afin de refléter ces différences. Certaines informations et notes à fournir considérées comme significatives à la compréhension des états financiers intermédiaires de la Société et qui figurent normalement dans les états financiers annuels préparés en vertu des IFRS sont intégrées aux présentes, ainsi que des rapprochements et une description de l'incidence de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS (note 14).

### Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Elle exige également de la direction qu'elle fasse des estimations et énonce des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers intermédiaires et dans les notes annexes. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans une société affiliée. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente différées, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Les participations dans des sociétés affiliées sont des investissements sur lesquels la Société exerce une influence notable, mais sur lesquels elle n'exerce pas de contrôle. Ils sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, selon laquelle les participations dans des sociétés sont initialement inscrites au coût et leur valeur comptable est augmentée ou réduite afin de constater la quote-part revenant à la Société du profit ou de la perte des entreprises émettrices après la date d'acquisition. La méthode de la mise en équivalence est utilisée pour comptabiliser la participation de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

### Comptabilisation des produits

Les honoraires de gestion sont fondés sur la valeur liquidative de l'actif géré des fonds communs de placement et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires d'administration sont également constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds communs de placement et sur titres sont constatés à la date de transaction. Les honoraires de distribution relatifs aux opérations liées aux produits d'assurance et aux autres services financiers sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

## 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

### **Instruments financiers**

Tous les actifs financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : disponibles à la vente, à la juste valeur par le biais du résultat net, ou prêts et créances. Le classement est établi en fonction des fins auxquelles les actifs financiers ont été acquis. La direction classe ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction ou, lors de la comptabilisation initiale, ils sont désignés par la Société comme à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis principalement afin d'être vendus à brève échéance. Les dérivés sont également considérés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils aient été désignés comme instruments de couverture. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont classés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories.

Tous les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, à l'exception des prêts et créances, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés soit comme des passifs financiers évalués au coût amorti, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit comme à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les gains et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans sa société affiliée, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont enregistrés selon la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

### **Titres**

Les titres de placement, qui sont comptabilisés selon la date de transaction, sont classés soit comme disponibles à la vente, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les titres disponibles à la vente comprennent les titres de participation détenus comme placements à long terme, les placements dans des fonds d'investissement exclusifs et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés à la cession des titres disponibles à la vente, les dividendes déclarés, les produits d'intérêts, ainsi que l'amortissement d'escomptes ou de primes selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et pertes latents sur les titres désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de juste valeur sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les Obligations hypothécaires du Canada et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés et latents ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

### **Prêts**

Les prêts sont classés comme détenus à des fins de transaction ou comme des prêts et créances, selon l'intention de la Société de vendre ces prêts dans un avenir proche.

Les prêts classés comme détenus aux fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les prêts classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, moins une provision pour pertes de crédit. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts autres que les prêts douteux et sont constatés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

## 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

### Prêts (suite)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'existe plus d'assurance raisonnable de recouvrer en totalité le capital et les intérêts aux dates prévues. Un prêt est également classé dans cette catégorie lorsque les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat, sauf dans les cas où la direction juge que l'on ne peut douter du recouvrement du capital et des intérêts.

La Société maintient une provision pour pertes de crédit qui est considérée comme suffisante par la direction pour absorber toutes les pertes de crédit découlant de son portefeuille. Des provisions particulières sont constituées à la suite d'examen des prêts individuels. Un autre type de provision a été établie, appelée provision générale, qui vise certains secteurs plutôt que des prêts individuels. Cette provision est constituée lorsque la direction juge, à la suite d'une évaluation prudente, que des pertes sont survenues, mais qu'il n'est pas encore possible de déterminer quels prêts pourraient être touchés.

### Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère les actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanties.

### Commissions de vente différées

Les commissions versées à la vente de certains fonds communs de placement sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. Les commissions versées à la vente de dépôts sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de cinq ans. Lorsqu'un client des fonds communs de placement fait racheter certaines parts dans des fonds communs de placement, ce client verse des frais de rachat, qui sont constatés par la Société à titre de produits. L'actif lié aux commissions de vente différées non amorties restantes attribuable à la vente initiale de ces parts du fonds communs de placement est inscrit à titre de cession. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société a, entre autres, effectué le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui sont incluses dans le poste Autres actifs, sont constatées au coût présumé de 271,2 M\$ au 31 mars 2011 (267,5 M\$ au 31 décembre 2010; 260,7 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010), moins l'amortissement cumulé de 166,1 M\$ (162,8 M\$ au 31 décembre 2010; 159,0 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010). Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 10 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composantes. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

### Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les contrats de gestion de fonds communs de placement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir rapproché.

## 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

### Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. Une évaluation actuarielle à des fins de capitalisation est effectuée tous les trois ans; la plus récente évaluation a été faite au 31 décembre 2009 et la prochaine évaluation requise sera effectuée au 31 décembre 2012.

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite acquis par les employés est déterminé actuariellement selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction concernant le taux de rendement prévu des actifs des régimes à long terme, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des régimes de retraite. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. Les actifs des régimes de retraite à prestations définies sont investis dans nos fonds communs de placement d'actions, à revenu fixe et équilibrés exclusifs et sont évalués à la juste valeur pour le calcul du taux de rendement prévu à long terme.

Les charges ou produits au titre des avantages du personnel sont inclus dans les frais autres que les commissions et ils comprennent le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite offerts au titre des services rendus durant l'exercice en cours, le coût financier sur le passif au titre des prestations constituées et le rendement prévu de l'actif du régime. Les charges ou produits au titre des avantages du personnel comprennent également les coûts et crédits des services passés relatifs au régime de retraite, aux RCRC et aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite. Les coûts ou les crédits des services passés à l'égard desquels les droits ne sont pas acquis sont amortis sur la durée d'utilité résiduelle moyenne prévue du groupe d'employés touchés pour ce qui est du régime de retraite et des RCRC et jusqu'à la date d'admissibilité intégrale pour ce qui est des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages.

La Société constate les écarts actuariels pour la période au cours de laquelle ils surviennent dans les autres éléments du résultat global.

L'actif ou le passif au titre des prestations constituées représente l'écart cumulatif entre les charges et les cotisations de capitalisation et est inclus dans les autres actifs ou les autres passifs.

### Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistré au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

### Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporelles.

### Résultat par action

Le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est déterminé de la même façon que le résultat de base par action, sauf que le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode du rachat d'actions.

## 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

### **Instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer les risques liés aux marchés des actions et aux taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts.

Les instruments dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Pour ce qui est des instruments non désignés comme instruments de couverture, les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Frais autres que les commissions des comptes consolidés de résultat.

Les dérivés non admissibles et les dérivés non désignés comme instruments de couverture continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, qui surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences liées à l'application de la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

### **Modifications comptables futures**

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et examine l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

### ***IFRS 9, Instruments financiers***

Avant que la Société adopte les IFRS, l'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. Les actifs financiers seront évalués à la juste valeur ou au coût amorti, et la catégorie disponible à la vente sera éliminée. Si un placement en titres de capitaux propres ne doit pas nécessairement être classé comme détenu à des fins de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de l'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les passifs financiers seront classés au coût amorti, exception faite des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, des contrats de garantie financière et des engagements à fournir un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. L'option à la juste valeur constitue une solution de rechange à la méthode au coût amorti pour les actifs et les passifs financiers si certaines conditions sont respectées. La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La Société analyse l'incidence qu'aura la nouvelle norme sur ses actifs et ses passifs financiers.



## 2. TITRES

	31 MARS 2011		31 DÉCEMBRE 2010		1 <sup>ER</sup> JANVIER 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :						
Actions ordinaires	8 687 \$	7 720 \$	8 687 \$	7 698 \$	236 383 \$	237 085 \$
Fonds d'investissement exclusifs	28 088	31 538	33 326	37 794	41 259	41 341
Titres à revenu fixe	214 362	213 922	243 939	243 748	314 260	315 387
	<b>251 137</b>	<b>253 180</b>	285 952	289 240	591 902	593 813
Juste valeur par le biais du résultat net :						
Obligations hypothécaires du Canada	647 318	633 259	647 318	637 850	647 318	624 703
Titres à revenu fixe	31 187	28 547	31 301	27 601	31 443	27 743
	<b>678 505</b>	<b>661 806</b>	678 619	665 451	678 761	652 446
	<b>929 642 \$</b>	<b>914 986 \$</b>	964 571 \$	954 691 \$	1 270 663 \$	1 246 259 \$

### Disponibles à la vente

#### *Titres à revenu fixe*

La Société détenait un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe, qui totalisait 213,9 M\$ au 31 mars 2011. Ce portefeuille était composé d'acceptations bancaires de 14,9 M\$, de billets de dépôt de premier rang et de billets à taux variable de banques à charte canadiennes d'un montant de 77,9 M\$ et de 35,0 M\$, respectivement, et d'obligations de sociétés et autres titres de 86,1 M\$.

### Juste valeur par le biais du résultat net

#### *Obligations hypothécaires du Canada*

Dans le cadre de ses activités de gestion du risque de taux d'intérêt liées à ses activités bancaires hypothécaires, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada, lesquelles ont par la suite été vendues en vertu de pensions livrées sur titres qui représentent des transactions à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée. Ces titres avaient une juste valeur de 633,3 M\$ au 31 mars 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 641,4 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

#### *Titres à revenu fixe*

Au 31 mars 2011, les titres à revenu fixe totalisant 28,5 M\$ étaient composés des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). En 2011, la juste valeur des billets sous-jacents a augmenté de 1,1 M\$; cette hausse a été contrebalancée par des paiements de capital et d'intérêts de 0,1 M\$ reçus à l'égard de billets restructurés des conduits multicédants du VAC.

L'évaluation des billets restructurés des conduits multicédants du VAC par la Société était fondée sur son appréciation des conditions en vigueur au 31 mars 2011. La juste valeur estimative reflète la répartition des billets à taux variable que la Société a reçus et qui devraient venir à échéance en janvier 2017. La Société a estimé la juste valeur de la composante des billets de premier rang et des billets subordonnés en actualisant les flux de trésorerie prévus selon des taux comparables aux taux de rendement en vigueur sur les marchés et selon les différentiels de taux disponibles pour les titres ayant des caractéristiques semblables à celles des billets restructurés, et d'autres données relatives au marché qui reflètent la meilleure information disponible à laquelle a accès la Société. La juste valeur des billets reflète à long terme à taux variable liés aux actifs non admissibles a été évaluée selon les données observables du marché provenant de sources d'établissement des prix indépendantes ou en utilisant les flux de trésorerie actualisés prévus reflétant la meilleure information disponible de la Société, incluant une référence aux taux en vigueur sur les marchés pour les instruments d'emprunt sur le marché canadien.

### 3. PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL	TOTAL	TOTAL
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 <sup>ER</sup> JANVIER 2010
<b>Prêts et créances</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	443 591 \$	3 117 476 \$	5 413 \$	3 566 480 \$	3 590 629 \$	3 389 155 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	–	386	–	386	393	423
	443 591	3 117 862	5 413	3 566 866	3 591 022	3 389 578
Prêts à l'investissement	257 892	16 831	11 554	286 277	283 570	305 335
	701 483 \$	3 134 693 \$	16 967 \$	3 853 143	3 874 592	3 694 913
Moins : provision générale				4 374	4 338	6 943
				3 848 769	3 870 254	3 687 970
<b>Détenus à des fins de transaction</b>				321 173	224 398	240 391
				4 169 942 \$	4 094 652 \$	3 928 361 \$

La provision pour pertes de crédit a varié comme suit :

Solde au début	4 338 \$	6 943 \$
Radiations	(42)	(121)
Recouvrements	40	20
Dotation à la provision pour pertes de crédit	38	(2 504)
Solde à la fin	4 374 \$	4 338 \$

Au 31 mars 2011, les prêts douteux totalisaient 874 \$ (1 106 \$ au 31 décembre 2010; 1 495 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

Les produits d'intérêts sur les prêts classés comme prêts et créances ont totalisé 40,8 M\$ (40,3 M\$ en 2010). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 20,4 M\$ (15,3 M\$ en 2010). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits.

### 4. TITRISATIONS

La Société conclut des transactions qui donnent lieu au transfert d'actifs financiers à des tiers.

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. La Société a conservé certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Cependant, le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière, et la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés sont assurés. La section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société contenu dans le rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2011 présente plus de renseignements sur la gestion du risque de crédit. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans à une valeur comptable de 3,46 G\$ au 31 mars 2011 (3,47 G\$ au 31 décembre 2010; 3,26 G\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010), et elle a constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation un passif correspondant de 3,53 G\$ (3,51 G\$ au 31 décembre 2010; 3,31 G\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010), lequel est comptabilisé au coût amorti.

#### 4. TITRISATIONS *(suite)*

Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve et les droits à la marge excédentaire future. Ils comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire (le « swap lié au compte de réinvestissement du capital »), reflétée dans les états financiers de la Société à titre de dérivé d'une juste valeur de (9,3) M\$ au 31 mars 2011 [(26,1) M\$ au 31 décembre 2010; 10,2 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010]. Les droits conservés sont subordonnés aux droits des investisseurs dans des structures de titrisation (les « acheteurs »). Les acheteurs n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société si les détenteurs de prêts hypothécaires sont en défaut de paiement à l'échéance. Au 31 mars 2011, la juste valeur du total des droits conservés, y compris le swap lié au compte de réinvestissement du capital, se chiffrait à 106,2 M\$ (107,0 M\$ au 31 décembre 2010; 173,6 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur approuvé. Au 31 mars 2011, les prêts titrisés de la Société étaient assurés dans une proportion de 98,0 %.

#### 5. DETTE À LONG TERME

	TAUX	ÉCHÉANCE	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010
Débentures en série non garanties				
1997	6,65 %	13 décembre 2027	<b>125 000 \$</b>	125 000 \$
2001	6,75 %	9 mai 2011	<b>450 000</b>	450 000
2001	7,45 %	9 mai 2031	<b>150 000</b>	150 000
2002	7,00 %	31 décembre 2032	<b>175 000</b>	175 000
2003	6,58 %	7 mars 2018	<b>150 000</b>	150 000
2003	7,11 %	7 mars 2033	<b>150 000</b>	150 000
2009	7,35 %	8 avril 2019	<b>375 000</b>	375 000
2010	6,00 %	10 décembre 2040	<b>200 000</b>	200 000
			<b>1 775 000 \$</b>	1 775 000 \$

Les débentures sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée comme autre que détenue à des fins de transaction et est comptabilisée au coût amorti.

Les débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, viennent à échéance le 9 mai 2011.

#### 6. CAPITAL SOCIAL

##### Émis et en circulation

	31 MARS 2011		31 MARS 2010	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	<b>6 000 000</b>	<b>150 000 \$</b>	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	<b>259 717 507</b>	<b>1 567 725 \$</b>	262 633 255	1 562 925 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	<b>675 109</b>	<b>22 106</b>	334 344	10 949
Rachetées aux fins d'annulation	<b>(2 000 000)</b>	<b>(12 145)</b>	(540 000)	(3 229)
Solde à la fin	<b>258 392 616</b>	<b>1 577 686 \$</b>	262 427 599	1 570 645 \$

## 6. CAPITAL SOCIAL *(suite)*

### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours du premier trimestre de 2011, 2 000 000 d'actions (540 000 actions en 2010) ont été rachetées au coût de 86,2 M\$ (21,9 M\$ en 2010). Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux résultats non distribués.

Le 12 avril 2011, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 12,9 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2011. Le 12 avril 2010, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société pouvait racheter jusqu'à 13,1 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2010.

## 7. GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

## 8. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	31 MARS 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 <sup>ER</sup> JANVIER 2010
Options sur actions ordinaires			
– En cours	9 064 647	8 958 494	9 415 005
– Pouvant être exercées	4 136 263	4 234 649	4 541 430

Au premier trimestre de 2011, la Société a attribué 872 085 options à des salariés (847 125 en 2010). La juste valeur des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 mars 2011 a été estimée à 6,59 \$ l'option (5,68 \$ en 2010) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution sont les suivantes :

	2011	2010
Prix d'exercice	46,72 \$	42,82 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,02 %	3,10 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	22,00 %	22,00 %
Taux de rendement attendu	4,39 %	4,79 %

La volatilité attendue a été calculée en fonction de la volatilité historique du prix des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Une tranche des options en cours peut être exercée seulement après que certains objectifs de rendement ont été atteints.

## 9. GESTION DES RISQUES

Les politiques et procédures de gestion des risques de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

## 10. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société a constaté la charge au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite comme suit :

	31 MARS	
	2011	2010
Régime de retraite à prestations définies et régimes complémentaires de retraite des cadres	<b>1 960 \$</b>	996 \$
Charge au titre des avantages complémentaires de retraite	<b>393</b>	281
Total	<b>2 353 \$</b>	1 277 \$

## 11. RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	31 MARS	
	2011	2010
<b>Résultat</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>211 830 \$</b>	191 766 \$
<b>Nombre d'actions ordinaires</b> ( <i>en milliers</i> )		
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	<b>259 289</b>	262 632
Ajouter : exercice potentiel des options sur actions en cours	<b>1 043</b>	1 437
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation		
– Dilué	<b>260 332</b>	264 069
<b>Résultat par action ordinaire</b> ( <i>en dollars</i> )		
– De base	<b>0,82 \$</b>	0,73 \$
– Dilué	<b>0,81 \$</b>	0,73 \$

## 12. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée, la Société a convenu d'une stratégie de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débetures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

La Société a également accepté d'acquiescer les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessous. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 31 mars 2011.

### 13. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM sont les suivants :

- le Groupe Investors;
- Mackenzie;
- Les Activités internes et autres.

Ces secteurs reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière. La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du résultat avant intérêts et impôts.

	2011			
Trimestre clos le 31 mars	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	297 679 \$	183 250 \$	11 133 \$	492 062 \$
Honoraires d'administration	57 890	33 124	1 779	92 793
Honoraires de distribution	47 685	6 369	35 637	89 691
Produits tirés des placements nets et autres produits	21 500	4 534	19 826	45 860
	<b>424 754</b>	<b>227 277</b>	<b>68 375</b>	<b>720 406</b>
<b>Charges</b>				
Commissions	124 261	75 778	33 590	233 629
Frais autres que les commissions	85 757	71 673	11 753	169 183
	<b>210 018</b>	<b>147 451</b>	<b>45 343</b>	<b>402 812</b>
Résultat avant les éléments suivants :	<b>214 736 \$</b>	<b>79 826 \$</b>	<b>23 032 \$</b>	<b>317 594</b>
Charges d'intérêts				<b>30 271</b>
Résultat avant impôt sur le résultat				<b>287 323</b>
Impôt sur le résultat				<b>73 280</b>
Résultat net				<b>214 043</b>
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				<b>2 213</b>
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				<b>211 830 \$</b>
Actifs indentifiables	<b>5 261 098 \$</b>	<b>2 300 548 \$</b>	<b>1 908 698 \$</b>	<b>9 470 344 \$</b>
Goodwill	<b>1 347 781</b>	<b>1 169 040</b>	<b>122 698</b>	<b>2 639 519</b>
Total de l'actif	<b>6 608 879 \$</b>	<b>3 469 588 \$</b>	<b>2 031 396 \$</b>	<b>12 109 863 \$</b>

### 13. INFORMATION SECTORIELLE *(suite)*

2010

Trimestre clos le 31 mars	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	271 683 \$	169 328 \$	8 723 \$	449 734 \$
Honoraires d'administration	54 469	32 677	1 368	88 514
Honoraires de distribution	41 796	6 531	24 522	72 849
Produits tirés des placements nets et autres produits	25 119	3 390	25 703	54 212
	393 067	211 926	60 316	665 309
<b>Charges</b>				
Commissions	115 825	74 461	23 410	213 696
Frais autres que les commissions	81 430	69 178	8 419	159 027
	197 255	143 639	31 829	372 723
Résultat avant les éléments suivants :	195 812 \$	68 287 \$	28 487 \$	292 586
Charges d'intérêts				27 302
Résultat avant impôt sur le résultat				265 284
Impôt sur le résultat				70 051
Résultat net				195 233
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				3 467
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				191 766 \$
Actifs indentifiables	5 007 366 \$	2 414 599 \$	1 716 555 \$	9 138 520 \$
Goodwill	1 347 781	1 172 750	98 909	2 619 440
Total de l'actif	6 355 147 \$	3 587 349 \$	1 815 464 \$	11 757 960 \$

### 14. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers consolidés annuels conformes aux IFRS, et les états financiers intermédiaires ont été préparés comme il est décrit à la note 1, et comprennent l'application d'IFRS 1. IFRS 1 exige d'une entité qu'elle mentionne l'adoption des IFRS dans ses premiers états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS dans une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS incluse dans les états financiers en question. La Société formulera cette déclaration lorsqu'elle publiera ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2011.

IFRS 1 exige également que des informations financières comparatives soient présentées. Par conséquent, la première date d'application des IFRS, pour la Société, est le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (la « date de transition »). IFRS 1 exige que les nouveaux adoptants appliquent de façon rétrospective toutes les normes IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 pour la Société. Cependant, IFRS 1 accorde aussi aux nouveaux adoptants certaines exemptions optionnelles et certaines exceptions obligatoires.



## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### Choix initiaux au moment de l'adoption

Les exemptions à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS retenues appliquées en vertu d'IFRS 1 par la Société lors du passage du référentiel comptable antérieur aux IFRS sont les suivantes.

#### a) *Regroupements d'entreprises :*

IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, de façon rétrospective ou prospective à partir de la date de transition. L'application rétrospective nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer IFRS 3 de façon rétrospective aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition, et ces regroupements d'entreprises n'ont pas été retraités. La valeur comptable de tout goodwill découlant des regroupements d'entreprises avant la date de transition, déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur, n'a pas été retraitée par suite de l'application de ces exemptions.

#### b) *Avantages du personnel :*

IFRS 1 permet d'appliquer de façon rétrospective IAS 19, *Avantages du personnel*, pour la constatation des écarts actuariels, ou encore que les écarts actuariels cumulés différés en vertu du référentiel comptable antérieur soient constatés dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition. La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition dans les résultats non distribués d'ouverture pour tous les régimes d'avantages du personnel.

#### c) *Juste valeur comme coût présumé :*

IFRS 1 donne la possibilité d'évaluer un élément des immobilisations corporelles à sa juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette juste valeur comme coût présumé à cette date. La Société a décidé d'appliquer cette option à certains éléments de ses immobilisations corporelles.

### Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le résultat net, le résultat global, les capitaux propres, les flux de trésorerie et le bilan en vertu du référentiel comptable antérieur et des IFRS.

#### *Rapprochement du résultat net*

		2010	
		TRIMESTRE	EXERCICE
		CLOS LE	CLOS LE
	NOTE	31 MARS	31 DÉCEMBRE
Résultat net en vertu du référentiel comptable antérieur		182 179 \$	735 585 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le résultat net présenté (déduction faite de l'impôt) :			
Décomptabilisation	i	12 480	25 619
Commissions de vente différées	ii	535	8 913
Rémunération fondée sur des actions	iii	229	260
Immobilisations corporelles	iv	53	31
Avantages du personnel	v	(216)	(13 700)
Participation dans une société affiliée	vi	(312)	(1 086)
Impôt sur le résultat différé	vii	138	319
Provisions	viii	14	(2 924)
Regroupements d'entreprises	ix	–	(9 330)
Autres		133	828
		13 054	8 930
Résultat net en vertu des IFRS		195 233 \$	744 515 \$

## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### *Rapprochement du résultat global*

	NOTE	2010	
		TRIMESTRE	EXERCICE
		CLOS LE 31 MARS	CLOS LE 31 DÉCEMBRE
Résultat global en vertu du référentiel comptable antérieur		176 754 \$	725 098 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le résultat global présenté (déduction faite de l'impôt) :			
Augmentation du résultat net attribuable aux IFRS		13 054	8 930
Pertes actuarielles liées aux régimes d'avantages du personnel	v	(6 090)	(24 359)
Participation dans une société affiliée	vi	1 228	833
		8 192	(14 596)
Résultat global en vertu des IFRS		184 946 \$	710 502 \$

### *Rapprochement des capitaux propres*

	NOTE	2010		
		1 <sup>ER</sup> JANVIER	31 MARS	31 DÉCEMBRE
Capitaux propres en vertu du référentiel comptable antérieur		4 424 813 \$	4 450 342 \$	4 475 529 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les capitaux propres présentés (déduction faite de l'impôt) :				
Décomptabilisation	i	(90 752)	(78 272)	(65 133)
Commissions de vente différées	ii	(1 127)	(592)	7 786
Immobilisations corporelles	iv	8 299	8 352	8 330
Avantages du personnel	v	1 537	(4 769)	(36 522)
Participation dans une société affiliée	vi	(23 467)	(22 352)	(23 519)
Impôt sur le résultat différé	vii	(2 786)	(2 648)	(2 467)
Provisions	viii	(22 820)	(22 806)	(25 744)
Regroupements d'entreprises	ix	–	–	(9 330)
Autres		239	372	(1 574)
		(130 877)	(122 715)	(148 173)
Capitaux propres en vertu des IFRS		4 293 936 \$	4 327 627 \$	4 327 356 \$

## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### *Rapprochement des flux de trésorerie*

	TRIMESTRE CLOS LE NOTE 31 MARS 2010
<b>Activités opérationnelles :</b>	
Flux de trésorerie opérationnels en vertu du référentiel comptable antérieur	163 845 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie opérationnels présentés :	
Augmentation du résultat net attribuable aux IFRS	13 054
Décomptabilisation	i (40 402)
Impôt sur le résultat différé	5 267
Autres	(776)
Flux de trésorerie opérationnels en vertu des IFRS	140 988 \$
<b>Activités financières :</b>	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu du référentiel comptable antérieur	(148 553) \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement présentés :	
Décomptabilisation	i 13 993
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu des IFRS	(134 560) \$
<b>Activités d'investissement :</b>	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu du référentiel comptable antérieur	216 735 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentés :	
Décomptabilisation	i 8 864
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu des IFRS	225 599 \$

## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### Rapprochement du bilan

1<sup>ER</sup> JANVIER 2010

	NOTE	RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR	ÉCART	IFRS
<b>Actif</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		945 081 \$	– \$	945 081 \$
Titres		1 246 259	–	1 246 259
Prêts	i	671 556	3 256 805	3 928 361
Participation dans une société affiliée	vi	598 221	(23 467)	574 754
Commissions de vente différées	ii	850 082	(2 655)	847 427
Autres actifs	i, iv, v	592 908	(122 755)	470 153
Immobilisations incorporelles	vii	1 128 280	(7 011)	1 121 269
Goodwill		2 613 532	–	2 613 532
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$
<b>Passif</b>				
Dépôts et certificats		907 343 \$	– \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres		629 817	–	629 817
Autres passifs	i, v, viii	780 329	(38 129)	742 200
Impôt sur le résultat différé		328 617	(40 161)	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	i	–	3 310 084	3 310 084
Dettes à long terme		1 575 000	–	1 575 000
		4 221 106	3 231 794	7 452 900
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social				
Actions privilégiées perpétuelles		150 000	–	150 000
Actions ordinaires		1 562 925	–	1 562 925
Surplus d'apport	iii	32 702	5 143	37 845
Résultats non distribués		2 737 785	(203 569)	2 534 216
Cumul des autres éléments du résultat global		(58 599)	67 549	8 950
		4 424 813	(130 877)	4 293 936
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$

## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### Modifications de méthodes comptables

En plus des exemptions et des exceptions dont il a déjà été question, il existe un certain nombre de différences entre les méthodes comptables en vertu du référentiel comptable antérieur de la Société et les méthodes comptables en vertu des IFRS qu'elle applique actuellement. Les paragraphes qui suivent décrivent ces différences.

#### *i. Décomptabilisation*

*Référentiel comptable antérieur* – La décomptabilisation se définissait principalement par l'abandon du contrôle sur les actifs transférés afin de décomptabiliser ces actifs et de constater une vente.

*IFRS* – La décomptabilisation porte, dans une plus grande mesure, sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété afin de décomptabiliser les actifs et de constater une vente en vertu des IFRS. Par conséquent, les transactions de titrisation de la Société sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis conformément aux IFRS plutôt que comme des ventes, ce qui donne lieu à une augmentation du total de l'actif et du passif constaté dans les bilans consolidés.

L'augmentation des soldes de prêts hypothécaires était de 3,5 G\$ au 31 décembre 2010 (3,3 G\$ au 31 mars 2010; 3,3 G\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010) et était accompagnée d'une augmentation proportionnelle du passif. Certains autres actifs et passifs liés aux prêts hypothécaires qui étaient comptabilisés en vertu du référentiel comptable antérieur, y compris les droits conservés, certains instruments dérivés et des passifs de gestion, ont été ajustés en conséquence. Au 31 décembre 2010, la diminution des autres actifs se chiffrait à 91 M\$ (115 M\$ au 31 mars 2010; 129 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010) et la diminution des autres passifs se chiffrait à 85 M\$ (82 M\$ au 31 mars 2010; 55 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

De plus, comme ces transactions sont traitées comme des transactions de financement plutôt que comme des transactions de vente, un ajustement transitoire doit être apporté au solde d'ouverture des résultats non distribués en vue de refléter cette modification du traitement comptable. Les résultats non distribués, les produits et les charges d'ouverture ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

#### *ii. Commissions de vente différées*

*Référentiel comptable antérieur* – Les commissions de vente différées étaient considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur. Le référentiel comptable antérieur ne traite pas précisément de la question de la cession des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et, par conséquent, la Société a utilisé une période d'amortissement plus courte pour tenir compte des cessions.

*IFRS* – Les commissions de vente différées sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu des IFRS. Les IFRS traitent plus particulièrement de la méthode de comptabilisation de l'amortissement et de la cession des immobilisations incorporelles. Les résultats non distribués d'ouverture et les charges ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

#### *iii. Paiements fondés sur des actions*

*Référentiel comptable antérieur* – Dans le cas des attributions de droits fondés sur des actions, la juste valeur totale du droit était constatée selon un mode linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits.

*IFRS* – Chaque tranche d'un droit à acquisition graduelle est considérée comme une attribution distincte, avec une date d'acquisition des droits différente. Chaque attribution est comptabilisée selon ce principe. Les résultats non distribués d'ouverture, le surplus d'apport et les charges liés aux droits fondés sur des actions ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

#### *iv. Immobilisations corporelles*

*IFRS* – En vertu d'IFRS 1, la Société a choisi de constater certaines immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette valeur comme coût présumé en vertu des IFRS. La juste valeur totale des actifs auxquels ce choix a été appliqué était de 34,3 M\$. Par suite de la hausse de la juste valeur, les résultats non distribués d'ouverture ont augmenté de 8,6 M\$. Cet ajustement n'a pas eu d'incidence significative sur la charge d'amortissement.

## 14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

### Modifications de méthodes comptables (suite)

#### v. *Avantages du personnel*

*IFRS* – Conformément à IFRS 1, la Société a décidé de constater tous les écarts actuariels non amortis dans le solde d'ouverture des résultats non distribués. De plus, en vertu des IFRS, les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis doivent être constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages. Par conséquent, les soldes des résultats non distribués d'ouverture et des charges ont été ajustés. La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global plutôt que de les amortir dans le résultat.

#### vi. *Participation dans une société affiliée*

La participation de la Société dans sa société affiliée est constatée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le solde des résultats non distribués d'ouverture, le cumul des autres éléments du résultat global et la quote-part du résultat reflètent les changements apportés par l'entreprise émettrice lors de sa conversion aux IFRS.

#### vii. *Impôt sur le résultat différé*

*Référentiel comptable antérieur* – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises a été ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

*IFRS* – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale sur les différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition. Le solde des résultats non distribués d'ouverture et des charges a été ajusté pour refléter la différence entre les charges au titre de l'amortissement liées à certaines immobilisations incorporelles lorsque l'impôt différé fait augmenter le coût des actifs acquis.

#### viii. *Provisions*

*Référentiel comptable antérieur* – Un passif éventuel était constaté par suite d'une transaction ou d'un événement passé s'il était probable que la transaction ou l'événement donnerait lieu à une perte et que le montant de la perte pouvait être raisonnablement estimé.

*IFRS* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. En vertu du référentiel comptable antérieur, le critère de constatation « probable » se situait à un seuil plus élevé que le « probable » en vertu des IFRS. Par conséquent, un plus grand nombre de provisions est constaté en vertu des IFRS. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou la médiane lorsqu'il existe de grands écarts entre des résultats possibles.

#### ix. *Regroupements d'entreprises*

*Référentiel comptable antérieur* – Sous réserve de certaines conditions, les coûts liés à un plan visant à sortir des activités d'une entreprise acquise, à mettre fin de façon involontaire à l'emploi des membres du personnel ou à déplacer les membres du personnel d'une entreprise acquise étaient des passifs repris lors de l'acquisition et étaient compris dans la répartition du coût d'acquisition.

*IFRS* – Les provisions au titre de la restructuration sont comprises dans les passifs acquis seulement lorsque l'entreprise acquise a constaté un passif existant au titre de la restructuration conformément aux IFRS en vigueur. Par conséquent, les provisions au titre de la restructuration constatées dans la répartition du prix d'achat en vertu du référentiel comptable antérieur sont passées en charges dans le résultat en vertu des IFRS.



# Renseignements aux actionnaires

## **Siège social**

447 Portage Avenue  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3B6  
Téléphone : 204-943-0361  
Télécopieur : 204-947-1659

## **Auditeurs**

**Deloitte & Touche s.r.l.**

## **Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres**

Société de fiducie  
Computershare du Canada  
Téléphone : 1-800-564-6253  
service@computershare.com  
600-530 8<sup>th</sup> Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3S8  
1969 Upper Water Street  
Suite 2008, Purdy's Wharf Tower II  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3R7  
1500, rue University, 7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
510 Burrard Street, 2<sup>nd</sup> Floor  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6C 3B9

## **Inscription en Bourse**

### **Bourse de Toronto**

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :  
Actions ordinaires : IGM  
Actions privilégiées de premier rang, série B : IGM.PR.B

## **Renseignements aux actionnaires**

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, communiquez avec :

**Gregory D. Tretiak**  
Vice-président exécutif  
et chef des services financiers  
Téléphone : 204-956-8748  
Télécopieur : 204-956-1446  
greg.tretiak@investorsgroup.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8383 ou visitez notre site Web au [www.igmfinancial.com](http://www.igmfinancial.com).

If you wish to receive an English language version of this report, please contact IGM Financial Inc.'s Secretary, 447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6

## **Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 12 avril 2011 au 11 avril 2012. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 12 919 631 actions ordinaires, soit environ 5 % de son capital en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

## **Sites Web**

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :  
[www.igmfinancial.com](http://www.igmfinancial.com)  
[www.groupeinvestors.com](http://www.groupeinvestors.com)  
[www.mackenziefinancial.com](http://www.mackenziefinancial.com)  
[www.ipcc.ca](http://www.ipcc.ca)

*La Société financière IGM Inc. fait partie du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power.*

<sup>MC</sup> Marques de commerce de la Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales.

*Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.*

\* Marques de commerce de la Corporation Financière Mackenzie ou de ses filiales, utilisées avec leur autorisation.

<sup>†</sup> Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power, utilisée sous licence par la Banque Nationale du Canada. La Banque Nationale du Canada est souscripteur des produits et services Solutions Bancaires. Morningstar et les cotes Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Research Inc.

« Rapport du premier trimestre de 2011 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2011

Financière™  
**IGM**

 **Groupe  
Investors™**

**Mackenzie**   
PLACEMENTS\*

 **Investment  
Planning Counsel™**  
SOLUTIONS FINANCIÈRES PENDANT LA VIE